ISSN 0024-7650

Europe : l'austérité pour les travailleurs

Page 9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 719 - 13 mars 1982 - prix : 6 F

Affaire Lucet, Affaire Leclerc,

le gouvernement biaise la droite attaque

Pages 5 et 20

LES CANTONALES

elles ne changeront rien mais elles seront peut-être un avertissement

GUATEMALA : fraude et répression, une sinistre caricature d'élections

Pages 10 et 11

M 6189 - 719 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 6 :
— **Antilles : dossier canne.**
— **Il y a 20 ans : les accords d'Evian.**
Page 9 :
— **L'austérité en Europe : Grande-Bretagne ; Belgique ; RFA.**
Pages 10 à 12 :
— **Guatemala :**
  • **Sinistre caricature d'élection.**
  • **La petite paysannerie indienne en lutte.**
  • **La mainmise de l'impérialisme.**
— **Interview de Domitila, militante bolivienne en exil.**

En France

Page 4 :
— **Après la journée internationale des femmes.**
Page 5 :
— **Affaire Leclerc : les gouvernements passent, la police reste.**
— **Travailleurs clandestins : toujours l'incertitude.**
Page 7 :
— **41e congrès de la CGT : la continuité.**
— **Indice INSEE, toujours le même.**
Page 8 :
— **Nucléaire : Mauroy à Charleville ; EDF ment ; la centrale en Basse-Loire.**
Page 13 :
— **Vers la cotisation chômage pour les fonctionnaires.**
— **Alerte chez les patrons.**
Pages 14 et 15 :
— **Fiterman à Air France Orly-Nord.**
— **Renault-Billancourt : 2 jours de grève dans les bureaux.**
— **Les petites manœuvres de la Régie Renault (Billancourt et Rueil).**
Page 16 :
— **SIF : les ouvriers pas solidaires de leur patron !**

Culture

Page 17 :
— ***Mai 68...* au musée !**
— **Télé : *Général nous voilà*, 2e épisode de *Français si vous saviez.***
Pages 18 et 19 :
— **Livres : *Le pont aux trois arches* et *Avril brisé* d'Ismaël Kadaré ; *Rides sur les eaux dormantes* de Li Tiej'en ; *Un crime très ordinaire* de Max Gallo.**
— **Théâtre à Villeurbanne : *L'homme qui rit*, d'après Victor Hugo.**
— **Films : *Il était une fois des gens heureux, les Plouffe ; Absence of malice ; Josepha ; Pablo Picasso ; Le bourgeois gentilhomme.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

POLOGNE

L'humanisme d'un général

L'exil ou la prison, tel est le choix que propose Jaruzelski aux 4 500 prisonniers internés depuis le coup de force militaire. Pour l'instant seulement 15 personnes auraient accepté ce chantage présenté par Jaruzelski comme une « solution humanitaire ».

Des militants emprisonnés ont réussi à faire passer un communiqué à la presse, où ils expliquent : *« Le choix devant lequel on nous place revient à l'alternative : privation de liberté pour une durée indéterminée ou bannissement ».*

C'est bien ce sinistre marché-là qu'on leur propose !

ESPAGNE

De sales hypocrites

16 000 personnes ont été victimes de l'huile d'olive frelatée toxique vendue en Espagne. Sans que les vrais responsables (les dirigeants des sociétés qui la vendaient et aussi les autorités sanitaires qui ont laissé faire) soient sanctionnés par la justice.

Cette huile frelatée a fait des dizaines de morts et des centaines d'infirmes. Aujourd'hui, ce sont des femmes enceintes, victimes de cette huile, qui craignent de mettre au monde des enfants anormaux et qui demandent la possibilité d'avorter.

Mais l'avortement n'est pas autorisé en Espagne. Il est même puni de prison. Les partis de droite et les autorités religieuses refusent d'entendre parler d'avortements... Quant aux autorités gouvernementales de Madrid, elles ont publié un rapport dans lequel elles indiquent froidement que **« rien n'indique que la maladie se transmette au foetus ».**

Mais rien n'indique le contraire non plus. Et de cela, toutes les vieilles peaux réactionnaires d'Espagne qui osent se présenter comme des défenseurs de la vie s'en moquent complètement. Et le gouvernement n'a pas l'air décidé à prendre le risque de se les mettre à dos.

Alors, des femmes, elles, vont peut-être prendre le risque d'avoir des enfants anormaux. C'est tout simplement odieux.

Il y a toujours quelque chose à faire

A la Sécurité sociale, il y aurait des centaines de dossiers en attente de règlements. Il paraît que c'est dû à la mise en place d'un ordinateur perfectionné.

Il faut toujours qu'il y ait de bonnes raisons. Mais au fait si le matériel informatique n'est pas prêt, pourquoi la Sécurité sociale, en attendant, n'embauche-t-elle pas du personnel supplémentaire pour résorber ce retard ?

Ça rendrait service à tout le monde : aux usagers, aux employés de la Sécurité sociale... et aux chômeurs !

On en apprend de belles !

***Le Canard enchaîné* du mercredi 10 mars a publié quelques intéressantes révélations sur les impôts que payent... ou ne payent pas cinq députés et sénateurs RPR, centristes et UDF de la Côte d'Azur.**

On y apprend que Jacques Médecin, le député maire de Nice, a, en 1980, été trop pauvre pour payer un seul centime d'impôt. Que Joseph Raybaud, sénateur maire centriste de Levens, n'a jusqu'en 1980 jamais rempli une seule déclaration d'impôt. Ou encore que l'épouse de Fernand Icart, député UDF de Nice et ancien ministre, dispose de revenus *« provenant d'une activité qu'il est douteux qu'elle exerce réellement ».* Tous ces renseignements sont puisés à bonne source : il s'agit d'un rapport très officiel rédigé par la direction des services fiscaux du département des Alpes-Maritimes. Un rapport secret. Ce jusqu'à ce matin, date de mise en vente du dernier numéro du *Canard enchaîné.*

En tout cas, on comprend que tous ces parlementaires n'aient jamais hésité à voter des augmentations d'impôts. Ils n'étaient pas, ou si peu, concernés.

Haro sur la mer !

La conférence sur les droits de la mer va se réunir à nouveau à New York. Il s'agit d'adopter un traité pour règlementer notamment l'exploitation des richesses minérales des fonds marins. Richesses qui sont considérables.

Les pays du Tiers Monde, regroupés dans le « Groupe des 77 », défendent l'idée d'une autorité internationale dans laquelle 36 nations maritimes seraient représentées à égalité. Et où, donc, leurs droits seraient préservés.

Mais ce projet se heurte à l'opposition des puissances industrielles, et de leur chef de file, les Etats-Unis. Reagan veut donner aux USA et aux grands pays industrialisés un droit de veto au sein de l'organisation chargée de gérer les fonds marins.

Après avoir joué les vautours sur la plus grande partie du monde, ils veulent jouer les requins dans la plus grande partie des océans !

Avec eux, ce ne sont plus des droits de la mer qu'il s'agit, mais des dents de la mer.

DANS NOTRE COURRIER

Je tiens à vous raconter ce que j'ai, de mes propres yeux, vu le mardi 9 mars à 19 h 15, devant le commissariat de l'Hôtel Drouot dans le 9e arrondissement à Paris. Une voiture de police, genre break avec lanterne à l'américaine, s'arrête. Les flics en descendent, ouvrent le coffre comme s'ils allaient en sortir un colis. Ils en sortent trois jeunes Noirs, pliés en trois, menottes aux mains. Cela se passait dans une rue sombre et peu fréquentée à cette heure-là. Avec une amie, nous n'avons pu que manifester notre indignation devant un spectacle aussi révoltant. Mais les flics n'y ont même pas prêté attention !

Une de vos lectrices.

C.L.

FETE DE LUTTE OUVRIÈRE

A TOURS

Samedi 27 mars de 17 h à minuit Salle Paul-Bert (quai Paul-Bert)

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

LES CANTONALES :
ELLES NE CHANGERONT RIEN MAIS SERONT PEUT-ÊTRE UN AVERTISSEMENT

DIMANCHE, environ la moitié du corps électoral va être appelé à élire des conseillers généraux.

Les dernières élections cantonales, dans les mêmes cantons ou presque, avaient eu lieu en en 1976. La gauche, alors dans l'opposition, avait obtenu plus de 50 % au premier tour. En sera-t-il ainsi cette fois, la gauche va-t-elle maintenir ses succès, non seulement de mars 1976, mais aussi ceux de mai et juin 1981, ou reculer ? C'est une question qu'en tout cas toute la classe politique se pose.

Ce sera un test national disent les uns. Pas du tout répondent les autres. Ce genre de déclarations sert à préparer les commentaires du lendemain du premier tour : les vaincus pourront toujours dire que ce n'est pas grave puisqu'il ne s'agit que d'élections locales, et les vainqueurs présenter cela comme un test. Et si Chirac en est à dire aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'un test national, alors qu'il disait le contraire il y a quelques semaines, c'est peut-être qu'il traverse une petite crise de confiance ; mais comptons sur lui pour changer d'avis dès dimanche soir, si les résultats s'avéraient favorables à la droite !

Mais une chose est certaine : si après dix mois de pouvoir, la gauche ne remporte pas le même succès électoral qu'en mai et si elle est battue, la responsabilité en incomberait entièrement à sa politique. Car un gouvernement qui se montre pleutre envers les riches et les puissants, un gouvernement qui ne change rien à la situation des classes populaires, qui mène une politique faible et irrésolue, ne pourrait s'en prendre qu'à lui-même s'il décourageait ceux qui l'ont soutenu.

Et si, ce dimanche, l'électorat de gauche ne se mobilise pas, cela ne serait pas parce qu'il considère que ces élections sont sans importance. Ce serait le signe qu'il a perdu confiance dans ceux qui, il y a dix mois, représentaient ses espoirs.

Le gouvernement, par sa politique, loin de renforcer les positions de la gauche, renforce celles de la droite.

Pour ménager les capitalistes, le patronat, les hommes politiques de droite, le gouvernement a multiplié les concessions. Tous ses plans de relance sont des subventions déguisées qui s'ajoutent aux subventions avouées : des milliards vont ainsi dans les caisses du patronat. Il a racheté les entreprises nationalisées à haut prix et a consenti une importante rallonge dès que le Conseil Constitutionnel lui a tapé sur les doigts.

Eh bien, toutes ces concessions qui coûtent cher à la classe ouvrière, et à toutes les classes populaires, artisans, commerçants, agriculteurs, ne lui ont pas valu l'assentiment de la bourgeoisie, et encore moins n'ont désarmé les attaques des hommes politiques de la droite. Au contraire, tous ces gestes sont apparus comme autant de signes de faiblesse qui alimentent le crédit de la droite, et lui font trouver un soutien populaire.

Car, devant tant de platitudes, la partie de l'électorat populaire qui hésite et qui est tentée de voter à droite, perd toute envie de soutenir les gens faibles qui gouvernent au nom de la gauche, mais qui ne sont même pas capables de mener une politique différente de celle de leurs prédécesseurs. Pour des millions de petits paysans, de petits commerçants, d'artisans, les hommes de gauche apparaissent comme des hésitants qui ne paraissent pas prendre vraiment leurs responsabilités, et qui ne sont pas fiables.

Voilà ce qu'il faudrait se dire, voilà les responsabilités qu'il faudrait rechercher si la gauche reculait vraiment à ces élections ou les perdait.

Mais le véritable enjeu, le véritable problème, ce ne sont pas les élections. Le danger c'est que le discrédit que l'actuelle politique de Mitterrand et Mauroy peut valoir au gouvernement, risque d'isoler la classe ouvrière, qui apparaît comme liée au gouvernement de gauche, même si celui-ci continue à lui imposer les mêmes sacrifices que les politiciens de droite. Le drame c'est que la classe ouvrière peut apparaître comme responsable de la politique du gouvernement et que des démagogues peuvent en profiter pour dresser contre elle les autres classes populaires.

Bien sûr, un recul de la gauche ne serait pas une bonne chose, ne serait-ce que parce que si elle perd les élections, cela peut démoraliser un peu plus ceux qui ont espéré dans les élections et qui en verront aujourd'hui les limites sans trouver d'autre issue. Mais la responsabilité de ce découragement n'incomberait pas seulement à la politique du gouvernement, mais aussi au Parti Socialiste, au Parti Communiste et aux organisations syndicales, qui n'offrent pas d'autre perspective que de faire confiance à ce gouvernement qui ne sait que dilapider cette confiance, en répétant à qui veut l'entendre qu'il gère honnêtement la crise pour le compte d'une bourgeoisie qui ne lui dira jamais merci.

Quant à la droite, si elle devait les gagner, ce n'est pas à ses mérites qu'elle le devrait. L'opposition lui réussit mieux que le pouvoir, et lui réussit même si bien qu'elle ferait mieux d'y rester. Mais voilà, cette droite n'a pas de meilleur propagandiste que le gouvernement de gauche lui-même.

Oui, voilà ce qu'il faudrait se dire si la gauche perdait ces élections.

Et si elle les gagne à nouveau, ce qu'il faudrait se dire, c'est que la gauche a obtenu un sursis non mérité, mais que cela ce va pas durer longtemps.

Arlette LAGUILLER

MITTERRAND CHEZ REAGAN :
Un coup de publicité ?

Mitterrand vient d'obtenir une audience de Ronald Reagan. Et vite fait bien fait, en Concorde jusqu'à New York, et en hélicoptère jusqu'à la Maison Blanche, il ira s'entretenir quelques heures avec Reagan pour ensuite visiter un musée ou faire une excursion avant de repartir pour Paris.

Pour ce voyage éclair aller et retour à Washington, Mitterrand est flanqué de Cheysson — pour dire les gaffes à sa place — et de son chef d'état-major le général Saulnier, pour faire un peu plus martial sans doute.

Pourquoi ce voyage éclair ? C'est, paraît-il, pour faire le point sur différents dossiers. Mitterrand et Reagan parleront, nous dit-on, économie, notamment du problème créé par les taux d'intérêts américains. Ils parleront aussi de l'Amérique Centrale, de l'attitude à avoir vis-à-vis de l'URSS, et pour finir, ils parleraient aussi du Maghreb. Serait-ce que la situation économique de la France serait si critique pour que Mitterrand, vite, vite, avance un voyage initialement prévu pour dans deux mois ? Alors, que peut bien espérer Mitterrand, sur le plan économique, de la part de Reagan, et qu'a-t-il à offrir en échange ?

Certes, les taux d'intérêts élevés du dollar font fuir les capitaux vers les USA. Mais Mitterrand ne peut guère espérer un changement de politique de la part de Reagan dans ce domaine.

D'ailleurs, bon nombre d'hommes politiques et de patrons américains demandent à Reagan d'infléchir sa position, sans succès. Alors on ne voit pas pourquoi Reagan, qui ne cède pas au patronat américain, cèderait devant Mitterrand.

On nous laisse entendre aussi que Mitterrand va menacer. Mais menacer de quoi ? D'une dévaluation ? Une telle mesure gênerait sans aucun doute beaucoup plus la France que les USA.

On peut penser plus modestement que Mitterrand va réaffirmer son alliance avec les USA.

Mais, si c'est le cas, on ne voit pas très bien, sur ce terrain-là non plus, ce que Reagan sera prêt à consentir à Mitterrand.

A moins qu'en échange d'un soutien plus net de Mitterrand vis-à-vis de la politique extérieure américaine, notamment vis-à-vis de l'Amérique Centrale, Mitterrand n'obtienne quelques promesses vagues : une hypothétique baisse des taux d'intérêts par exemple. A la veille des élections cantonales, ce serait un petit coup de publicité pour Mitterrand et pour le Parti Socialiste.

Sur toutes ces questions, on sera sans doute fixés samedi soir, au retour de Mitterrand.

A NOS LECTEURS...

A partir de ce numéro, nous sommes contraints de faire passer le prix de vente de **Lutte Ouvrière** de 5 F à 6 F. **Lutte Ouvrière** était à 5 F depuis trois ans, et nous ne pouvons plus maintenir ce prix.

Cela fait suite, bien sûr, aux augmentations que nous subissons comme les autres, aussi bien concernant le papier que la fabrication du journal. Cela fait suite aussi au fait que, depuis le 1er janvier, toute la presse périodique est obligatoirement soumise à la TVA, alors qu'elle pouvait choisir auparavant l'exonération. Nous y sommes donc soumis aussi, au taux de 4 %.

Nous pensons que tous comprendront ces raisons, et accepteront de payer **Lutte Ouvrière** 1 F de plus. D'avance merci !

A nos abonnés :

Notre tarif d'abonnement sera aussi augmenté et passera de 150 F à 180 F, pour la France, mais cela seulement à compter du mois prochain. Vous pourrez donc encore vous abonner — ou vous réabonner par anticipation — à l'ancien tarif, jusqu'au 1er avril. Pensez-y !

APRÈS LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Un combat pour l'égalité

Les féministes ont donc choisi le 8 mars, date de la journée internationale des femmes, pour rappeler leur existence et leurs revendications. Et c'est vrai que, comme elles le dénoncent, il existe encore des entraves juridiques, matérielles et morales, à l'égalité de l'homme et de la femme. Et ces femmes ont raison de dénoncer l'inégalité des salaires, l'inégalité des droits, l'éducation misogyne, les préjugés rétrogrades, et bien d'autres tares de cette société envers les femmes. Oui, il faut que les femmes que leur condition révolte se battent pour leur liberté.

Parce qu'il dénonce sans merci l'oppression des femmes, parce qu'il condamne leur dépendance morale, juridique, économique, le carcan étouffant de la famille, l'apprentissage aux petites filles de la passivité, parce qu'il démontre que les femmes ne sont pas des inférieures, parce qu'il revendique pour elles le droit d'être autre chose que d'éternelles secondes, parce qu'il traque chez elles la soumission et la peur de la vie, parce qu'il décape bien des préjugés et secoue bien des carcans, le combat des féministes est un combat utile que tous les révolutionnaires hommes et femmes doivent soutenir et soutiennent.

Y aurait-il eu un président de la République pour s'incliner comme maintenant devant le droit des femmes, y aurait-il eu des femmes au gouvernement, aurait-on aboli la législation réprimant l'avortement, remboursé en partie l'interruption volontaire de grossesse, s'il n'y avait eu ce combat ? Y aurait-il eu ne serait-ce que ces petits changements dans les mœurs si les femmes et les féministes n'avaient pas imposé un certain nombre de revendications, fait changer les mentalités ?

Certainement pas. C'est bien grâce à ce combat si un peu plus d'égalité entre les femmes et les hommes peut exister ici aujourd'hui, si un certain nombre de pas vers un peu plus de liberté ont pu être faits.

La liberté complète, les femmes comme toute l'humanité ne pourront évidemment l'acquérir que dans une société où il n'y aura plus aucune forme d'exploitation et d'oppression. Parce que tant qu'il y aura des êtres qu'on exploite, qu'on méprise ou qu'on opprime, personne ne sera vraiment libre. C'est le sens de notre combat pour une société socialiste délivrée de toutes les oppressions et de tous les préjugés, et le combat féministe en fait pour nous partie intégrante. Car la liberté qui ne sera pas que la reconnaissance des « droits » à l'égalité, mais une liberté qui reconnaîtra et respectera toutes les différences, qu'on soit femme, homme, Blanc, Noir ou Jaune, ne pourra s'épanouir que dans une société où justement ces différences ne pourront plus servir de support à aucune infériorité sociale, à aucune oppression.

Nelly MEYER

Manifestation des femmes à Paris, organisée par le MLF, le 8 mars 1982. (AFP)

Belles phrases et petites mesures du gouvernement

Du côté du gouvernement, on a essayé de mettre le paquet, question cérémonies surtout. Le matin, Mitterrand recevait plus de 450 femmes à l'Elysée venues des quatre coins du pays et c'est aussi devant le gouvernement au complet qu'il a fait une heure de discours. L'après-midi, c'était au tour de Mauroy de sévir, il a inauguré les nouvaux locaux du ministère des Droits de la femme et y est allé de son petit couplet.

La télévision, et TF1 en particulier, a également voulu marquer le coup et ne pas être en reste. Ainsi le journal télévisé a été réalisé par des femmes. Il n'était pas plus mauvais ni meilleur que d'habitude, preuve que les femmes journalistes peuvent vraiment continuer à le faire !

« *Une page a été écrite, il reste à remplir la seconde : renforcer les droits des femmes, mais surtout les faire passer dans les faits* », voilà comment le discours de François Mitterrand a commencé. Et il a continué en parlant des nouvelles mesures qu'allait prendre son gouvernement et c'est tout.

Certes parmi les mesures avancées, certaines sont concrètes, comme le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse à 70% .

Mais les autres sont plus symboliques.

Mitterrand a précisé qu'il y aurait 30 % de candidatures féminines dans les élections régionales et municipales (pas aux législatives, cela risquant sans doute de mécontenter les députés socialistes hommes) qu'un nouveau projet de loi sur l'égalité professionnelle des femmes serait déposé avant la fin de l'année, afin de préciser et compléter la loi de 1972 (loi qu'avait fait voter Giscard d'Estaing) qui est « *peu respectée* » (c'est Mitterrand qui le dit).

Alors, pour faire respecter cette loi, Mitterrand a trouvé la solution : il propose... une nouvelle loi.

Et en attendant de reconnaître de nouveaux droits aux femmes, le gouvernement leur attribue généreusement un numéro de téléphone — le 634.11.11 — où elles pourront se renseigner sur la législation en leur faveur et les aides possibles.

Mais attention, tout cela ne doit pas coûter trop cher. Aussi il n'y aura pas au bout du fil de conseillères juridiques. Mais simplement la voix du ministre Yvette Roudy, débitant un message enregistré. C'est plus économique... Mais c'est un peu pauvre en matière de dialogue.

Marielle LEMONNIER

La création des offices agricoles : le gouvernement ménage la chèvre et le chou

Quatre offices par produit agricole (vin, fruits et légumes, viande et lavande) devraient être mis en place cette année et un office du lait serait créé en 1983. Ainsi en a décidé le Conseil des ministres, qui vient de soumettre un avant-projet de loi concernant ces offices aux organisations professionnelles agricoles (syndicales et patronales) pour qu'elles les discutent.

Pour Edith Cresson, le ministre de l'Agriculture, la mise en place de ces offices est indispensable « *pour connaître, prévoir, orienter et gérer le marché* ». Toujours d'après le ministre, l'existence de ces offices permettront aux producteurs de contrôler la marche de leurs produits dans la chaîne producteur-transformateur-distributeur jusqu'au consommateur et de rendre le marché « transparent » : c'est-à-dire que les producteurs sauraient à tout moment quelles sont les quantités produites et demandées, à quel prix elles se vendent dans tout le pays, quelle est l'offre et la demande, ce qui devrait permettre aux producteurs de mieux pouvoir y défendre leurs revenus.

Ces offices doivent associer les représentants de toutes les branches intéressées pour un produit donné : producteurs, transformateurs, négociants, salariés et consommateurs ainsi que ceux de l'Etat, qui pourront agir en arbitre. Le rôle de ces offices serait d'établir pour chaque produit le bilan des ressources et des besoins et de chercher des débouchés pour les productions françaises tant sur le marché français qu'à l'étranger, et d'essayer d'orienter la production en fonction de ces débouchés.

Alors bien sûr, la droite a profité de l'annonce gouvernementale pour crier à l'étatisme. *Le Figaro* a parlé « *d'un projet très contraignant pour les professionnels... La création de ces offices obligera les producteurs à déclarer où et à qui ils vendent... et à suivre la politique élaborée par ces offices* ».

En fait, la position des gros « professionnels » de l'agro-alimentaire et des circuits de distribution est plus nuancée, si l'on en croit *Les Echos* qui titrait lui : « *Le monde paysan échappe à l'étatisation* », et que leurs seuls vrais problèmes consistent à ce que les pouvoirs et les attributions de ces offices soient bien limités, et à en obtenir le contrôle.

Le gouvernement leur a déjà donné des assurances sur ces deux plans : « *Il est hors de question que ces offices se substituent au marché* » a affirmé Edith Cresson. Et dans le projet de loi, il n'est prévu de contraindre personne à faire quoi que ce soit, si ce n'est à dire ce qu'il fait.

Et il y a de fortes chances pour que le gouvernement en vienne à une solution fort acceptable pour ces gros professionnels de l'agro-alimentaire, qu'il ne veut visiblement pas heurter trop.

Quant à ce que retireront les petits agriculteurs de ces offices, c'est une autre histoire. On peut remarquer qu'il ne sera pas dans leurs attributions de garantir les revenus des petits paysans, comme le demandent depuis longtemps certaines organisations paysannes au gouvernement de gauche. Il ne sera pas non plus dans leurs attributions de garantir aux producteurs les prix en fonction de leurs coûts de production, comme Mitterrand l'avait pourtant promis. Et il n'entrera pas non plus dans leurs attributions de garantir que les aides soient en priorité destinées aux petits agriculteurs. Edith Cresson n'abandonne pas cette promesse toute récente ! Mais elle n'est pas conforme au règlement de Bruxelles. Alors on attendra... que le règlement communautaire change !

Sylvie FRIEDMANN

Entre ministre et ex

Mardi soir sur Europe N° 1, Edith Cresson polémiquait avec Pierre Méhaignerie, son prédécesseur de droite au ministère de l'Agriculture.

A entendre Pierre Méhaignerie, la politique du gouvernement socialiste en matière agricole, c'était la fin du libéralisme, l'intervention de l'Etat, la multiplication des bureaux et des présidences et à court terme s'annoncerait d'après lui « une période de pain noir ».

Pour Edith Cresson, ce débat a été l'occasion de parler des offices d'intervention prévus par le gouvernement. Mais cela a d'abord été l'occasion de reprocher à la droite les effets néfastes de sa politique avant 1981. Elle n'a pas eu de mal ! Depuis huit ans, a-t-elle fait remarquer, les revenus agricoles ne cessent de baisser malgré des aides directes de l'Etat. Et elle a affirmé qu'il fallait en finir avec les privilèges dont ont bénéficié les plus gros agriculteurs sous des gouvernements de droite : 50 % des aides versées par l'Etat étaient touchées par 14 % des exploitants agricoles, exploitants qui avaient un chiffre d'affaires important. Elle a aussi affirmé qu'il fallait en finir avec cette politique d'aides et qu'il fallait garantir le revenu des agriculteurs par une politique plus juste des prix.

Entre un ex qui voit les choses en noir et le ministre qui les peint en rose, on ne sait pas trop si les paysans qui ont des difficultés ont de quoi voir l'avenir en vert.

Patricia MULLAN

AFFAIRE LECLERC :

Les gouvernements passent, la police reste

L'« affaire Leclerc » vient de connaître un nouveau rebondissement, le lundi 8 mars, avec le refus définitif du chef de la Brigade Criminelle d'accepter sa nomination à Marseille. En même temps, François Le Mouël, directeur de la Police Judiciaire de Paris et en tant que tel chef hiérarchique de Leclerc, demandait à être relevé de ses fonctions. Et le lendemain, les commissaires de police de Paris, réunis au quai des Orfèvres, envoyaient une lettre de protestation à Mitterrand.

On sait que Leclerc ambitionnait le poste de directeur adjoint de la PJ de Paris, c'est-à-dire adjoint de Le Mouël, et que ce dernier lui-même réclamait Leclerc comme associé. En refusant sa mutation à Marseille, Leclerc s'appuyait sur la tradition (héritée de l'époque où la Préfecture de Police de Paris était indépendante du ministère de l'Intérieur) qui permet aux policiers parisiens de faire toute leur carrière à Paris. Defferre a donc accepté le refus de Leclerc et l'a nommé à un nouveau poste à Paris... celui d'inspecteur général de la police nationale, c'est-à-dire en fait une mise à l'écart bien plus nette que celle que constituait sa nomination à Marseille. Et apparemment, Defferre n'a pas davantage cédé devant Le Mouël, il a tout bonnement entériné sa démission.

L'attitude du ministre de l'Intérieur aurait donc été toute de fermeté. Il a déclaré que les hauts fonctionnaires de la police devraient « s'habituer à obéir comme tous les autres fonctionnaires », **ajoutant qu'en tant que ministre, c'était lui le patron.**

Defferre se sent d'autant plus contraint de tenter d'affirmer son autorité qu'il sait justement que cela ne va pas de soi vis-à-vis d'une police dont la majorité n'est pas favorable au gouvernement actuel et dont les chefs sont presque tous liés à la droite. Pour s'assurer un minimum d'appuis dans cette police, le gouvernement ne peut donc pas faire moins que prendre quelques mesures et déplacer quelques responsables. D'autant plus que se pose le problème spécifique de la Préfecture de Police de Paris, « Etat dans l'Etat », qui a gardé une partie de son indépendance à l'égard du ministère de l'Intérieur, même si elle y est formellement rattachée depuis 1966. Cette situation, dans les conditions politiques actuelles, pourrait aboutir à voir cette Préfecture de Police devenir un bastion d'opposition au gouvernement socialiste.

Pourtant, la fermeté de Defferre vis-à-vis de Leclerc et Le Mouël constitue plutôt une exception, la règle ayant été pour lui de toucher le moins possible à la police. Il a au contraire multiplié les déclarations pour la rassurer et a répété qu'il « couvrirait » **les policiers. S'il a déplacé quelques responsables, il n'a rien transformé de profond dans l'Etat dans l'Etat que constitue la police, comme l'armée. Mais les réactions sont venues quand même car, lorsqu'on prétend chasser le tigre à coups d'épingle, on n'a pas moins de chances de déclencher sa colère qu'en le chassant au fusil.**

Le Mouël, dans une déclaration à la presse, a mis en cause certains syndicats de policiers qui auraient « réclamé des têtes » **à Defferre. Il s'agit principalement de la Fédération Autonome des Syndicats de Police (FASP) qui, effectivement, a critiqué Leclerc à plusieurs reprises dans le passé, l'accusant notamment, il y a un an et demi, d'avoir saboté les recherches sur l'extrême-droite au moment des attentats antisémites.**

Et Le Figaro, **avec d'autres, d'emboucher les trompettes du** « pouvoir syndical dans la police ».

Vus au niveau du public, ces déplacements de hauts fonctionnaires par manœuvres administratives, dans la coulisse, ne peuvent apparaître que comme des « magouilles », comme des règlements de comptes entre des anciens et des nouveaux, utilisant les mêmes méthodes. Et tout cela n'a, à juste titre, pas l'air plus sympathique d'un côté que de l'autre.

S'il s'agissait véritablement d'épurer la police de tous ses éléments réactionnaires, d'une part, il y aurait fort à faire et, d'autre part, ce ne sont pas quelques mutations qui seraient à l'ordre du jour. C'est toute la population laborieuse qu'il faudrait appeler à exercer elle-même un contrôle sur la police et éventuellement à l'épurer de tous ses éléments réactionnaires, racistes et anti-démocratiques.

Mais cela est à l'opposé de ce que veut le gouvernement. Il voudrait bien sans doute une police qui lui obéisse, mais qui reste évidemment la même police, préposée au maintien du même ordre et à la défense des mêmes privilèges.

Ce qui l'amène, bon gré mal gré, à s'accommoder de la police telle qu'elle est.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Des représentants du Syndicat des commissaires de police lors de leur conférence de presse du 8 mars 1982. (AFP)

A chacun son scandale ?

Si certains rapports ou certaines écoutes téléphoniques sont mises au frigidaire et même disparaissent (comme pour l'affaire De Broglie, les écoutes téléphoniques rendant comptent de son assassinat étant introuvables), il y en a d'autres, par contre, qui ressortent au bon moment.

C'est le cas, avec les enregistrements de conversations entre le truand Marcel Francisci, abattu le 15 janvier dernier, et l'avocat marseillais Paul Lombard, proche de Gaston Defferre. Ces enregistrements se trouvaient, paraît-il, d'après les policiers, sur Francisci lorsqu'il a été abattu et ils ont été remis à la presse.

Francisci, truand notoire, surnommé « l'empereur du jeu », cherchait à faire réouvrir le cercle Haussmann fermé par Gaston Defferre. Francisci, pour cela, aurait, semble-t-il, contacté l'avocat Paul Lombard, dans le but que ce dernier convainque un autre avocat socialiste et proche, lui aussi, de Gaston Defferre, pour qu'il intercède en sa faveur et lui permette de récupérer une licence de jeu. L'affaire n'a pas eu de suite et, depuis, Francisci est mort.

Mais la cassette saisie par la police et sur laquelle étaient enregistrées les conversations entre Francisci et l'avocat Paul Lombard s'est mise à circuler juste au moment de l'annonce par Defferre de la mutation de Leclerc.

Ainsi, le détail des conversations entre le truand et l'avocat Paul Lombard est paru largement dans la presse. Cette soudaine volonté de la part de la police d'agir au grand jour est pour le moins surprenante, car la police n'a pas l'habitude d'agir avec tant de franchise.

En réalité, cela ressemble à une peau de banane et à un règlement de comptes de la part de policiers qui ont une dent contre Defferre.

La régularisation des travailleurs clandestins :

Toujours l'incertitude

C'est le 31 mars prochain que la régularisation des immigrés clandestins doit prendre fin. Or la situation de nombre d'entre eux est loin d'être réglée. La lenteur de la procédure de régularisation est telle qu'il y aurait, d'après certaines sources, 50.000 cas réglés sur 140.000 demandes (et sur 300.000 personnes concernées, d'après plusieurs estimations).

D'ailleurs, lundi 8 mars en fin d'après-midi, une centaine de travailleurs immigrés ont occupé la mairie du XI[e] arrondissement de Paris pour protester contre ces lenteurs administratives et l'attribution des cartes de séjour et de travail.

Les travailleurs immigrés sans papiers s'inquiètent : que va-t-il se passer après le 31 mars ?

Certains d'entre eux étaient écartés d'office. En particulier ceux qui étaient rentrés après le 1[er] janvier 1981, la loi ayant pris cette date comme limite.

Le journal **Sans frontière** souligne un autre aspect du problème : **« Une autre catégorie exclue de manière particulièrement injuste est celle des refoulés en vertu des mesures scélérates de Stoléru de non-renouvellement des cartes de séjour dans les années 1979, 1980, 1981. Ils sont revenus en France, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, dans l'espoir de voir réparer l'injustice qui leur avait été faite et de retrouver leurs droits. Ils se sont vu opposer une absence de plus de six mois hors de France et sont considérés comme des nouveaux arrivants. De plus, arrivés après le 1[er] janvier 1981, ils ne pouvaient bénéficier de la procédure de régularisation ».**

L'échéance du 31 mars se rapproche, et beaucoup d'immigrés « clandestins » vont se retrouver dans la situation d'avant le 10 mai. Alors, combien de travailleurs verront leur situation régularisée ? L'administration sera-t-elle ou non pointilleuse envers ceux qui ont soumis un dossier ? Huit mois après, c'est encore l'incertitude sur ce point.

Quant aux autres, le gouvernement les tolèrera-t-il ou non ? Cela dépendra, sûrement. Et il y a toutes les chances pour que le gouvernement tolère ceux-ci tant qu'ils se font exploiter par des patrons qui les paient pour des salaires très inférieurs au SMIC.

Mais le gouvernement se réserve le droit de les expulser. Et rien ne dit qu'il ne l'utilisera pas contre eux, s'ils se retrouvent sans emploi ou tombent entre les pattes de la police.

Samuel LATAN

ANTILLES

« DOSSIER CANNE »

• Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier*.

L'ouverture de la récolte est imminente, si ce n'est déjà fait, et c'est bien sûr la période où tous les problèmes relatifs à cette activité reviennent à la surface.

Dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat, M. Emmanuelli, le 3 décembre, et rendue publique ces jours-ci, Charles Simonet — président directeur général de l'usine Grosse Montagne — se livre à une longue analyse de la situation de la canne et de ceux qui l'exploitent actuellement en Guadeloupe.

Coupe de la canne à sucre aux Antilles.

Situation des paysans planteurs de canne

Le document cité met en évidence la dégradation incessante du prix de la tonne de canne.

Ainsi, la tonne de canne standard 9 % de rendement était payée *en francs constants* 169,07 F en 1968. En 1969, elle ne vaut plus, *toujours en francs constants,* que 157,05 F.

La tonne de canne payée au rendement moyen de la Guadeloupe — qui atteignait 188,88 en 1978 — n'a été payée en 1981 que 129,06 F.

Les petits planteurs, ceux produisant moins de 500 tonnes de canne, sont les plus touchés. Ils voient leur rémunération passer de 188,88 F en 1968 à 146,06 F en 1981.

On constate donc que, une fois sur dix, contrairement à ce qui est souvent dit, le prix de la tonne de canne en francs constants a diminué ; donc le pouvoir d'achat du planteur de canne est allé en s'amenuisant.

L'augmentation de cette année semble, à première vue, importante. Qu'en est-il ? Selon les spécialistes, par rapport au prix de 1981 et compte tenu du changement de définition de la tonne de canne, il ne représente en fait qu'un progrès de 14,50 %. Or, le prix de revient de la tonne de canne accuse cette année une augmentation de 19 %. Dans ces conditions, le prix annoncé se traduit par une nouvelle dégradation, en francs constants, de la rémunération des planteurs d'au moins 4,5 %.

Simonet écrit dans son rapport que « *le prix de revient de la tonne de canne sur une exploitation pourtant mécanisée à près de 70 % s'est établi, cette dernière campagne, autour de 250 F par tonne* ».

Rappelons que le gouvernement a fixé le prix de la tonne de canne à 180 F.

Le P-DG Charles Simonet plaide évidemment pour sa cause. Il n'empêche que les indications qu'il donne permettent d'avoir une idée des difficultés dans lesquelles se débat un petit planteur.

Surtout si on sait que les mauvaises conditions générales sont encore aggravées à son niveau. Il n'a pas en effet, lui, comme Simonet, d'exploitation mécanisée à 70 %. Il n'a pas profité non plus des subventions substantielles qui ont été versées aux grands planteurs depuis le début des années 1960, sous prétexte de relancer la canne, mais en réalité de la couler, comme le prouvent ces quelques chiffres :

Au cours des dix dernières années, cinq usines ont fermé :
— en 1972 : usine du Comté de Lobéac (Ste-Rose) ;
— en 1974 : usine de de Bonne-Mère à Ste-Rose ;
— en 1975 : usine de Sainte-Marthe à Saint-François ;
— en 1979 : usine de Blanchet à Morne-à-l'Eau ;
— en 1980 : usine de Darboussier à Pointe-à-Pitre.

Simonet prend les ouvriers en otages

Charles Simonet ayant donc fait le constat de la situation de son entreprise explique froidement que si le gouvernement ne se décide pas à l'aider, il sera obligé de fermer.

Cela entraînerait le chômage pour 200 permanents et 500 à 600 occasionnels, sans parler du retentissement sur le petit commerce de Prise-d'Eau et de Baie-Mahault, en passant par Ravine-Chaude, Lavosière et Lamentin.

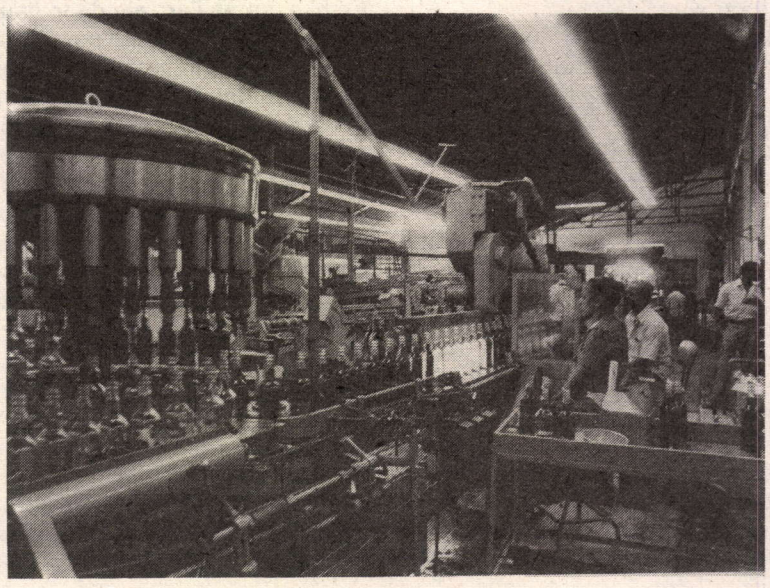
Simonet prend en quelque sorte en otage le personnel pour interpeller le gouvernement sous forme d'un ultimatum : « Vous me versez des crédits, sinon tant pis pour eux... ».

C'est pratiquement scandaleux. Les Simonet, en effet, sont installés depuis plus d'un siècle en Guadeloupe et ils ont eu le temps d'accumuler une fortune prodigieuse.

D'ailleurs, ils ne sont pas bêtes, ces Simonet : profitant des bénéfices qui leur venaient de l'exploitation de la canne, ainsi que des subventions, ils ont créé des dizaines de sociétés satellites. Les plus connues sont l'imprimerie Jarry, la société agro-alimentaire Socrema (yaourts, Yoplait), les bières Sagha et Sparthaller, les boissons Coca-Cola et j'en passe...

Aujourd'hui, il faudrait, non pas subventionner de tels parasites, mais les saisir et les inculper d'abus de bien sociaux.

Une rhumerie aux Antilles.



Il y a 20 ans

Les accords d'Evian consacraient l'indépendance de l'Algérie...

La délégation algérienne à Evian. C'est Krim Belkacem, au centre de la photo, qui signa pour l'Algérie.

Il y a juste 20 ans, après 132 années de colonisation, et sept ans de guerre, étaient signés à Evian le 18 mars 1962, entre le Front de Libération Nationale et le gouvernement français, les accords qui préparaient l'indépendance de l'Algérie. Un million d'Algériens étaient morts dans cette guerre, deux millions de paysans avaient été déportés et 800 000 « pieds-noirs » allaient quitter le pays.

Le combat du peuple algérien avait donc contraint le gouvernement français à céder la place. L'indépendance politique de l'Algérie était acquise. Mais au-delà, l'appareil d'Etat français était bien décidé à tout faire pour maintenir au maximum les intérêts économiques de l'impérialisme français là-bas.

De tout son poids, il allait peser sur les négociations, dans ce sens. Il allait se battre pied à pied pour que la « décolonisation » soit la moins douloureuse possible pour les exploiteurs français.

C'est cet aspect des accords d'Evian que nous soulignons ici.

... mais aussi sa dépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme français

Le 19 février 1962, De Gaulle téléphonait en ces termes à Robert Buron, négociateur français : **« L'essentiel est d'aboutir à un accord comportant le cessez-le-feu puis l'autodétermination, du moment que cet accord n'entraîne pas des bouleversements soudains dans les conditions relatives aux intérêts matériels et politiques des Européens, à la présence militaire française en Algérie, aux conditions pratiques dans lesquelles s'opèrent sur place l'exploitation de pétrole et celle de gaz, enfin aux rapports économiques, techniques et culturels entre l'Algérie et la métropole ».**

De Gaulle traçait là les grandes lignes de ce qu'allaient être les accords d'Evian.

Arrivé au pouvoir en 1958, il avait eu pour tâche de faire admettre à l'appareil d'Etat, à la droite française, aux Européens d'Algérie, qu'il était devenu nécessaire de préparer l'indépendance du pays au mieux des intérêts de l'impérialisme français.

Il avait envisagé tout d'abord de conserver le Sahara, avec son pétrole et son gaz. Il dut y renoncer devant l'opposition catégorique du FLN.

Mais les accords d'Evian furent tout de même un compromis lourd de contreparties pour les Algériens. La majorité des industries, des mines, du pétrole, du gaz, restaient sous contrôle français. L'Algérie restait dans la zone franc, ce qui était favorable aux entreprises françaises. En échange, les produits excédentaires tel le vin, devaient être achetés par la France à un prix supérieur au cours mondial, cadeau empoisonné qui maintenait l'Algérie dans la dépendance de l'ex-puissance coloniale.

D'autre part, toujours selon les accords, l'armée française maintenait en Algérie des bases militaires, dont des bases d'essais nucléaires au Sahara. Ce n'est qu'en juin 67 que les bases de Reggane et Colomb-Béchar ont été évacuées, et en février 68 pour Mers-El-Kébir.

Les dirigeants du FLN étaient contraints à ce compromis par le rapport de forces sur le terrain et la situation de sous-développement et de dépendance économique léguée par la France.

En juin 62, le programme du FLN commentait d'ailleurs ainsi les accords d'Evian : **« La coopération telle qu'elle ressort des accords implique le maintien des liens de dépendance dans les domaines économique et culturel. Il est évident que le concept de coopération ainsi établi constitue l'expression la plus typique de la politique néo-colonialiste de la France. Il relève en effet du phénomène de reconversion, par lequel le néo-colonialisme tente de se substituer au colonialisme classique ».**

Il n'empêche qu'après l'indépendance, l'impérialisme français ne fera plus la loi en Algérie comme avant et sera contraint à de nombreuses concessions pour y maintenir sa présence.

Le 41e congrès de la CGT

Sous le signe de la continuité

Pour préparer son 41e congrès qui se tiendra à Lille du 13 au 18 juin, la CGT a publié son **« Projet de document d'orientation »** avant d'ouvrir une tribune de discussion dans la **Vie Ouvrière.**

Ce congrès se tiendra dans un contexte pas spécialement favorable pour la CGT. Elle a connu en effet un certain recul et un certain nombre de revers dans des élections professionnelles comme à Renault par exemple. Des contestations se sont fait jour de la part de militants pro-PS ou à propos de la Pologne. Le texte des instances dirigeantes de la CGT aborde tous ces problèmes, directement ou indirectement mais sans apporter d'éléments nouveaux et se situe tout à fait dans la ligne politique suivie par la centrale jusque-là.

Le principal problème actuellement est bien entendu la situation de crise. **« Elle résulte de ce que le capitalisme n'est plus en mesure de répondre aux besoins de la société à notre époque... C'est la crise d'un mode de production qui a atteint ses limites historiques. »** Mais si la CGT analyse clairement la situation, elle ne propose rien de bien nouveau pour que les travailleurs n'en fassent pas les frais, sinon de faire confiance au gouvernement de gauche : **« L'action gouvernementale, prise globalement, va dans la bonne direction ».** Et d'affirmer **« qu'une solution nationale à la crise est bel et bien possible ».** Comment ? Là aussi, la CGT ressort le catalogue des mesures préconisées depuis longtemps ; des créations d'emplois (sans préciser comment), les nationalisations **(« un bon levier pour les travailleurs »)** et **« le développement du pouvoir d'achat des salaires et des retraites »** pour relancer la consommation. Mais que la politique du gouvernement aille plutôt dans une direction contraire, même là où il a l'entière responsabilité de ses décisions, comme on l'a vu dans les discussions sur les salaires à la Fonction publique, ne semble pas troubler la CGT. Pour elle, **« un gouvernement d'union de la gauche, cela ouvre des perspectives nouvelles de coopération et de concertation. Le gouvernement n'est plus notre adversaire ! Cette réalité doit imprégner toute notre pratique syndicale, et suppose donc une rupture avec ce qui a été le lot quotidien des militants durant trente-quatre ans ! »** Et si **« la CGT ne renonce à rien de ce qui fait l'action syndicale... ce n'est plus contre un gouvernement qu'il faudrait combattre ».** Malgré tout, **« la CGT ne renoncera à aucune forme d'action, y compris la grève lorsque c'est nécessaire ».** Mais **« la CGT n'a jamais eu comme règle de conduite « le tout, tout de suite ».**

Cependant, comme la CFDT a semblé, après l'affaire polonaise, marquer des points dans l'opinion des travailleurs, la CGT doit se montrer un peu plus exigeante (sur les 39 heures par exemple) et affirmer que les autres centrales syndicales **« font tout pour freiner le changement et prêchent le rabais dans tous les domaines ».**

L'attitude de la CGT face à l'intervention de l'armée en Pologne avait suscité un certain nombre de remous en son sein. Et le texte préparatoire au congrès paraît vouloir concilier tous les points de vue. On y lit bien sûr que **« les pays socialistes ont mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et remédié à leur problème de l'emploi ».**

Mais on y lit aussi : **« Les atteintes caractérisées aux droits et libertés individuels sont inacceptables et en contradiction avec les principes et les objectifs du socialisme »,** et un peu plus loin, **« les évolutions qui se produisent dans les pays socialistes (...), tendent à revaloriser la place et le rôle des syndicats et à donner davantage leur place aux travailleurs dans la vie syndicale ».**

Mais ce qu'on ne sait pas, c'est si ces deux paragraphes contiennent pour le premier, une condamnation des mesures de Jaruzelski et pour le second, un éloge de l'action de Solidarité... ou si c'est l'inverse (du point de vue de ces responsables de la CGT). Le congrès nous dira peut-être comment les participants voient la chose.

Enfin, le texte aborde le problème de la démocratie syndicale. Mais il se contente de réaffirmer les principes du congrès précédent. **« A la CGT, tolérance et respect des règles démocratiques vont de pair. Elles signifient d'abord pour chacun la responsabilité de s'exprimer librement, de défendre son opinion, ses idées... Elles signifient ensuite le droit à la divergence, y compris à son expression interne ou publique. »** Seulement, la CGT fixe d'emblée des limites étroites à ne pas dépasser. Ainsi, elle tient à préciser que **« cette volonté de donner à la CGT un caractère large ne doit évidemment pas nous empêcher de protéger l'indépendance de nos organisations face aux opérations qui ne visent qu'à nous nuire ».** Et elle rappelle que **« le 41e congrès réaffirme son opposition résolue à toute démarche visant ou aboutissant à l'existence de tendances organisées ».** Ce qui permet, bien sûr, de justifier les exclusions passées et à venir.

On ne sait pas ce que sera le débat au 41e congrès de la CGT, mais le document préparatoire, lui, n'annonce rien de bien nouveau.

Faire une petite place au Parti Socialiste ?

En présentant le projet de documentation et d'orientation pour le 41e congrès de la CGT à la presse, Henri Krasucki a été interrogé sur la possibilité d'un nouvel élargissement des instances dirigeantes aux différentes « sensibilités » qui composent la centrale. Entendez par là : est-ce que la CGT fera une petite place au PS ? Henri Krasucki a répondu sans hésiter : **« Nous entendons aller le plus loin possible dans cette voie ».**

Est-ce que cela signifie qu'il peut y avoir un rééquilibrage dans les instances dirigeantes de la CGT ? Il est évidemment difficile de le dire. Et l'on sait bien que, des intentions aux actes, il y a toujours eu un gouffre. En tout cas, même si cela était, cela ne signifierait pas forcément une plus grande démocratie au sein de la CGT. Peut-être cela se traduirait-il par un soutien plus ouvert au gouvernement, mais ça ne changerait rien quant au fond sur la politique que mène la CGT et sur sa façon de fonctionner. Car ce qui gêne certains contestataires socialistes au sein de la CGT, ce n'est pas l'absence de démocratie ouvrière. Ce qui les gêne, c'est ne pas obtenir, eux, au sein de la CGT, le rééquilibrage en fonction de l'évolution respective du PC et du PS.

L'indice INSEE

C'est toujours le même qui sert de référence !

Même s'il est question de le modifier, une chose est sûre : l'indice INSEE des 295 articles sert toujours de référence au gouvernement pour le calcul du coût de la vie et les augmentations du SMIC. Quand on nous parle de 1 % de hausse des prix en janvier, c'est par rapport à cet indice.

Représente-t-il vraiment les dépenses réelles des familles populaires comme le prétend sa définition : **« La population de référence est constituée par les ménages urbains, de toute taille, dont le chef est ouvrier ou employé »** ?

En fait cet indice, qui remonte à 1949 et qui eut successivement 213, 235, 250, 259 et enfin 295 articles, a toujours été manipulé par les gouvernements successifs. Et les partis de gauche, et surtout les syndicats, ont toujours montré le caractère fallacieux de cet indice, et en général ont établi le leur... qui donnait une inflation supérieure la plupart du temps !

C'est au personnel de l'INSEE que revient le mérite de l'analyse la plus impitoyable. En effet, en février 1974, l'intersyndicale CGT-CFDT de l'INSEE a publié une note intitulée **« L'indice des prix est-il truqué ?,** dont la conclusion était que l'indice était fait pour être utile aux classes dirigeantes.

Parmi les multiples constatations, notons celles-ci, qui sont toujours valables :

Bien souvent des hausses de prix ne sont pas prises en compte, parce que le fabricant prétend que son produit est nouveau. L'INSEE applique alors la règle d'un « effet-qualité », qui a pour conséquence de ne pas changer l'indice.

Des postes importants sont exclus de l'indice : gros entretien et construction de logements, achats d'occasion, impôts directs, cotisations de Sécurité sociale, intérêts pour les achats à crédit, etc.

Des hausses, en particulier sur les produits frais, sont étalées sur douze mois, ce qui a pour effet de retarder l'inflation... dans le calcul de l'indice.

Enfin la population de référence, théoriquement populaire, est plutôt dans la moyenne entre pauvres et aisés, ce qui entraîne que les dépenses estimées ne sont pas dans les mêmes proportions que celles d'un ménage ouvrier. La part des loisirs en particulier est surestimée et celle de la nourriture sous-estimée. Quant au logement, là aussi c'est une moyenne et cela ne correspond guère au coût d'un loyer HLM !

Peut-être le gouvernement Mauroy apportera-t-il quelques retouches à l'indice des 259 articles. Ses prédécesseurs l'ont fait à maintes occasions. Mais de toute façon un indice qui ne tient pas compte des dépenses effectives des couches laborieuses, qui est basé sur des « moyennes », ne pourra au mieux être qu'un repère pour la comptabilité nationale, sûrement pas un thermomètre fiable pour les salariés, les moins riches, ni les retraités.

Alain LEMART

Mauroy à Charleville :

Si vous êtes anti-nucléaires, vous n'êtes pas démocrates

Lundi 8 mars, Pierre Mauroy est venu à Charleville pour soutenir les candidats du PS aux cantonales. Or, c'était une semaine seulement après le très important déploiement de policiers qui avait marqué la manifestation des anti-nucléaires de Chooz. Avec un cynisme sans pareil, Mauroy a affirmé que « les promesses du gouvernement avaient été tenues à propos du nucléaire », **que** « le débat dans le pays avait eu lieu », **et que la** « loi de la démocratie, c'est la loi de la majorité ».

Quand on sait que la population de Chooz s'était prononcée à plus des 3/4 contre le projet de deuxième centrale en 1979 et qu'il n'y a pas eu d'autre consultation de la population, on voit bien ce que Mauroy appelle « la consultation du pays » : **celle de la Chambre de commerce de Charleville, et pas celle des habitants concernés.**

On sait ce que sont devenues ces promesses, puisque la construction a été finalement décidée malgré l'opposition de la population, sans parler de la population frontalière belge à laquelle Mitterrand candidat reconnaissait le droit à la parole et que Mitterrand président a oublié d'associer « au choix des sites nucléaires ».

Avant les élections présidentielles, le Comité anti-nucléaire de Chooz avait écrit à François Mitterrand pour lui faire part du refus de la population de la construction d'une deuxième centrale nucléaire dans le village.

Nous publions la réponse du candidat Mitterrand d'avril 1981 à cette lettre. Disons pour être justes envers Mitterrand qu'il a le mérite d'avoir un passé d'homme d'Etat qui garantissait d'avance que ses éventuelles promesses ne pèseraient pas lourd devant ses responsabilités d'homme d'Etat de la bourgeoisie. En fait, c'est en menant campagne que Mitterrand avait changé, pas maintenant !

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre et vous remercie très vivement de la confiance que vous voulez bien me témoigner.

Ce qui s'est passé à Chooz l'année dernière, relaté dans votre lettre, montre que, comme à Plogoff, comme à Golfech, le président de la République sortant et son gouvernement font fi de toute démocratie quand il s'agit d'imposer leur programme nucléaire.

Je crois au contraire que sur ce sujet, un vaste débat doit avoir lieu ; enfin informés, les Français pourront se prononcer par référendum. L'organisation de ce vaste débat démocratique sera largement facilitée par l'adoption de notre proposition de loi créant des Agences nationales et régionales d'information nucléaire, ainsi que celle tendant au développement de la vie associative et donnant aux associations des droits nouveaux et élargis.

Vous le savez, il n'existe pas en France de loi-cadre nucléaire. Si je suis élu président de la République, je demanderai au gouvernement de soumettre au Parlement une telle loi, qui devra définir, entre autres, les prérogatives des Assemblées locales et nationales, et les conditions de contrôle des choix par les citoyens et les élus.

Je me suis engagé à ne pas ouvrir de nouveau chantier de centrale nucléaire, en particulier à Chooz, avant que ce débat national ne soit conclu, et les conditions de la démocratie réunies.

Mais le site de Chooz est frontalier et la démocratie doit s'étendre à tout les habitants de la région touchée par ce projet de centrale. Aussi, mon ami Jean Oehler, parlementaire européen a-t-il fait adopter par l'Assemblée de Strasbourg un amendement précisant que l'ensemble des populations frontalières doivent être associées au choix des sites nucléaires. Je ne manquerai pas d'agir dans le sens de cet amendement.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

François MITTERRAND

Des manifestants anti-nucléaires à Chooz, dans les Ardennes, en février dernier.

Quand l'EDF nous ment et nous arnaque

Le gouvernement vient de décider une hausse des tarifs de l'EDF de 10,7 % ou de 11 % sur le prix du kilowatt-heure à usage domestique, selon qu'il s'agit d'heures creuses ou d'heures pleines.

La dernière hausse avait été annoncée en juillet 1981 ; elle était de 15 % en moyenne. Si on prend un exemple : un usager parisien a vu sur ses factures le prix de son kilowatt-heure croître de façon vertigineuse : en mars 1980, il payait 26,56 F ; en novembre 1980 : 28,67 F ; en juillet 1981 : 30,50 F et en décembre 1981 : 34,75 F. Il paiera donc à sa prochaine facture plus de 38 F. En deux ans, de mars 1980 à mars 1982, le prix du kilowatt-heure aura augmenté de plus de 40 %, pour cet usager !

L'EDF s'est lancée depuis plusieurs années dans un programme de construction de centrales nucléaires. On nous expliquait à l'époque que l'électricité d'origine nucléaire reviendrait moins cher à terme pour le consommateur. En attendant, c'est vraiment dans l'immédiat très cher. On nous disait aussi à l'époque que cela était nécessaire pour l'indépendance énergétique de la France, qu'il fallait construire ces centrales pour pouvoir diminuer nos achats de pétrole à l'extérieur. Bref, avec la nouvelle politique de l'EDF, on allait faire des économies. La bonne blague ! La construction de centrales représente une dépense colossale : le programme avait été évalué il y a déjà quelques années par la CFDT à 300 milliards de francs (un programme qui devait s'étendre jusqu'à l'an 2000). Pour réaliser des constructions, l'EDF a dû en 1980, par exemple, emprunter 23 milliards de francs, alors qu'elle était déjà endettée de 100 milliards de francs... dont une bonne partie auprès de banques américaines. D'ailleurs l'EDF est l'un des plus gros emprunteurs français sur le marché international.

Cette entreprise d'Etat a donc son budget de fonctionnement grevé par le remboursement de tous ces emprunts et dettes. Ce qui fait que l'usager, à l'autre bout de la chaîne, paye de plus en plus cher.

Mais cela n'est pas perdu pour tout le monde : les banques prêteuses, les constructeurs de centrales comme Empain-Schneider ont réussi à se mettre dans le bon courant...

Annie DESCHAMPS

• Un habitant du Carnet nous parle de l'implantation de la centrale nucléaire en Basse-Loire

« La centrale devait se faire au Pellerin. Maintenant, les sondages ont lieu au Carnet et à Rohars...

— L'EDF a abandonné Le Pellerin parce que la nappe rocheuse n'est pas assez dure. Au départ, l'EDF prévoyait de construire la centrale sur l'île même du Carnet. Mais le terrain s'est avéré trop sableux. Alors, ils ont fait des sondages plus avant dans les terres. Il semblerait que, là non plus, le terrain ne convienne pas. Alors maintenant, ils sont sur la commune de Bouée, à Rohars. Ce n'est pas nouveau, ils avaient déjà fait une étude sur ce site il y a quelques années.

Ce qui est révoltant, c'est qu'en fait, la construction de la centrale est décidée depuis plusieurs années. C'était donc envisagé et cela n'a pas empêché toute l'administration locale de laisser les gens construire.

Moi, par exemple, cela fait trois ans seulement que j'habite là. Tu penses bien, si j'avais su... Une soixantaine d'habitants sont directement concernés et habitent sur le site du Carnet, en bordure de Loire. Pas mal de jeunes agriculteurs viennent juste de se mettre à leur compte. Si la centrale se construit ici, ils devront déguerpir. Ici, sur le site même, les gens sont contre la centrale à 80 %.

Par contre, aux bourg de St-Viaud et de Frossay les gens seraient plutôt pour, car ils pensent que cela donnerait du travail et ferait marcher le commerce. Pourtant, il ne faut pas se faire d'illusions. Pour l'emploi, cela ne donnera pas grand-chose. Rien que pour prendre un exemple, une tour d'échafaudage, il faut compter un milliard pour l'installer. Quelle est l'entreprise dans la région qui a les moyens de faire un tel travail ? Aucune !

Les gendarmes mobiles sont restés plusieurs semaines ?

— Oui. Et cela était très mal pris par la population. Je peux dire que lors de la première manifestation que nous avons faite, le 27 janvier, il n'y avait aucun garde mobile, eh bien, il n'y a eu aucun incident. Tout s'est bien passé. Bien sûr, l'EDF a été obligée de rembarquer sa foreuse. Et c'est le lendemain que la foreuse est revenue avec les gardes mobiles. Et depuis, tous les jours, jour et nuit jusqu'à vendredi 26 février. Ils ont fait les 3X8. Maintenant, ils sont partis. Ils arrêtaient tout le monde. Moi, par exemple, le même soir, j'ai été arrêté et contrôlé 3 fois et ils m'ont même interdit l'accès à une ferme.

Sans parler des brutalités exercées contre les manifestations. Le dimanche 21 février ils ont même utilisé des grenades offensives. Un gars aurait un œil de perdu. Il y a eu plusieurs blessés, dont un a eu une jambe cassée.

Si la centrale doit se faire sur le Carnet, nous n'avons pas l'intention de baisser les bras. Petit à petit, nous espérons gagner des gens de la région. Il y a des gens qui commencent à réfléchir. D'autant que le site du Carnet est considéré comme une réserve de chasse et de pêche. C'est un site protégé. Pas question de laisser tout ça disparaître ».

Vers la cotisation chômage pour les fonctionnaires !

La cotisation chômage pour les fonctionnaires, sous une forme ou sous une autre, va-t-elle devenir une réalité ? Le ministre de la Fonction publique, Anicet Le Pors, dans une interview au journal Sud-Ouest, **a dit ceci :** « Je n'ai pas l'intention dans les mois qui viennent de me singulariser dans la défense de ce qui pourrait apparaître, y compris à mon corps défendant, comme un privilège. Je pense que le problème de la solidarité ne se pose pas dans l'abstrait mais dans le concret ».

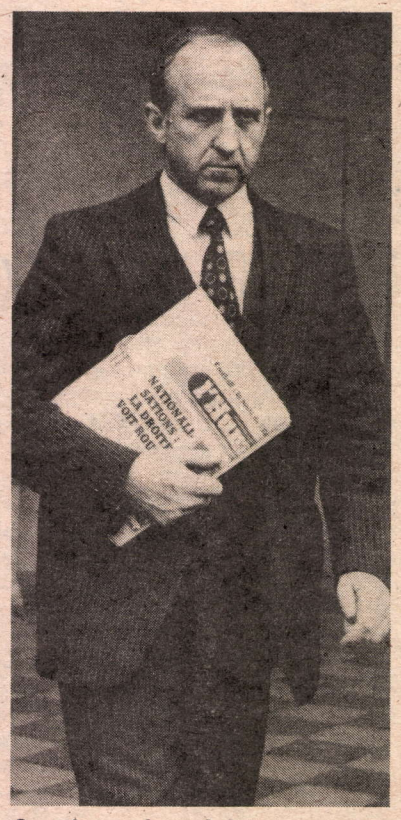
Dans le concret ? En clair, tout le monde l'a interprété ainsi, les fonctionnaires devront payer.

Avant le 10 mai, le PS et le PC avaient dénoncé une telle éventualité. Lors de la campagne électorale, Mitterrand avait confirmé son opposition à un tel recours pour renflouer les caisses des assurances-chômage. Et à chaque fois qu'il en a été question, les syndicats de fonctionnaires ont montré les dents. Les fonctionnaires ont donc échappé jusqu'ici à cette cotisation. Aujourd'hui, on veut la leur faire payer. Les représentants du gouvernement argumentent en disant que même s'ils ont la garantie de l'emploi, ils doivent participer à l'effort pour aider les chômeurs. Anicet Le Pors a précisé que c'était « une question de solidarité ». **C'est quand même curieux : la solidarité, ça s'exerce toujours dans le même sens. Il faut toujours trouver une catégorie de travailleurs pour payer ! Et pour renflouer telles ou telles caisses de Sécurité sociale ou de chômage, le gouvernement préfère s'en prendre aux deux millions et demi de travailleurs de la Fonction publique (dont un bon nombre ont des salaires faibles) plutôt qu'aux profits de quelques centaines de sociétés capitalistes !**

Quant au Premier ministre, Pierre Mauroy, il a déclaré quelques jours après qu'il était d'accord et que le gouvernement ferait appel « le moment venu, à la solidarité des fonctionnaires pour assurer l'équilibre de l'UNEDIC ».

Qu'est-ce que cela veut dire, le moment venu ? C'est vague ! Peut-être voulait-il dire après les cantonales ?

Samuel LATAN



Soucieux, le ministre communiste de la Fonction publique, Anicet Le Pors ! Comment s'en prendre à deux millions de salariés et leur faire croire que c'est dans leur intérêt ?

Augmentation des instituteurs : un geste à visée électorale ?

Le Syndicat National des Instituteurs est content. Le gouvernement a finalement accepté le plan de revalorisation des traitements des instituteurs. Ce plan prévoit une augmentation de l'indice des traitements sur six ans qui se traduira par une revalorisation de l'ordre de 500 F mensuels. Cette mesure concerne également les instituteurs retraités. Voilà qui est une bonne chose.

Seulement, la hantise du gouvernement, c'est que les autres catégories de fonctionnaires revendiquent également une revalorisation. Evidemment, les 10,5 % proposés par le ministre de la Fonction Publique, Anicet Le Pors, font un peu maîgres à côté. Alors le gouvernement essaye de « justifier » cette mesure, qui n'est pourtant pas si exceptionnelle. En agissant ainsi, il procède à une œuvre de « justice » dont ses prédécesseurs avaient admis le bien-fondé. En quelque sorte, si le gouvernement se permet cette petite « folie », c'est parce qu'il a la bénédiction du gouvernement précédent. Quant aux autres catégories, pas de chance, le gouvernement Barre n'avait pas pensé à eux !

Les bons sentiments n'empêchent pas les bonnes affaires

Bien que la presse du week-end dernier n'ait pas tari d'éloges au sujet des déclarations « franches » de Mitterrand à son ami Begin en ce qui concerne les Palestiniens, les dites déclarations n'ont guère eu d'effet.

Ainsi, en Cisjordanie, un des territoires occupés par l'armée israélienne, une cinquantaine d'étudiants palestiniens du collège technique d'Hébron ont été arrêtés. Quel a donc été leur crime ?

Avoir hissé un drapeau palestinien sur leur collège, scandé des slogans hostiles à l'armée d'occupation et avoir exprimé leur solidarité avec les étudiants de Bir Zeit en lutte contre la fermeture de leur université. Les étudiants arrêtés avaient également exprimé leur solidarité envers les Druzes syriens en grève contre l'occupant israélien.

D'autre part, samedi dernier, l'armée israélienne a fait feu sur des lycéens arabes qui manifestaient eux aussi. Deux lycéens sont blessés dont l'un gravement.

Il reste tout de même que le voyage de Mitterrand n'aura pas été tout à fait inutile. Mitterrand a, en effet, discuté de la vente d'une centrale nucléaire durant sa visite en Israël. Comme quoi sa visite n'aura pas été totalement inefficace. Elle n'aura certes pas profité aux Palestiniens, c'est incontestable, mais elle aura profité aux trusts français...

Mitterrand et le Premier ministre Begin, lors de son voyage en Israël.

Grands travaux

Mitterrand vient de rendre publique toute une série de grands travaux d'équipement et de construction dont la réalisation va être entreprise à Paris dans les prochaines années.

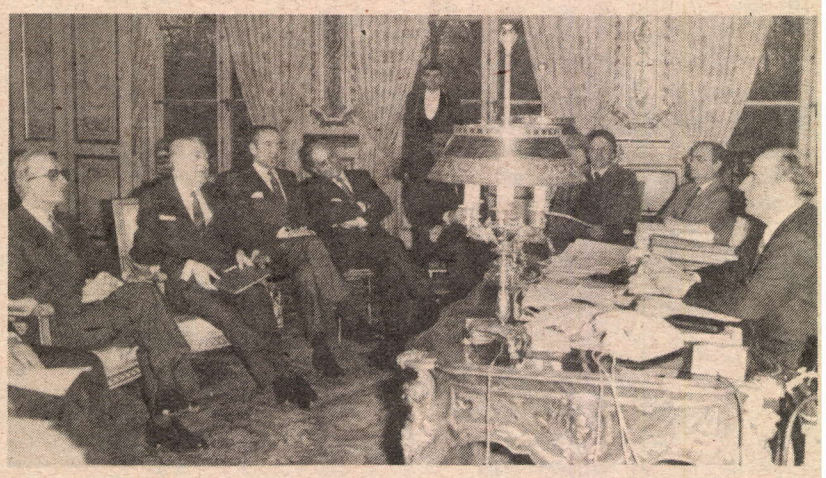
Certains travaux sont la continuation de projets existants. Ainsi, le musée des Sciences et des Techniques sera bien réalisé à La Villette. Avec, en plus, une cité musicale.

D'autres sont entièrement nouveaux. Le ministère des Finances s'installera rue de Bercy dans le 12e arrondissement. Ceci afin de créer des bureaux dans les quartiers Est de la capitale et de permettre de libérer des locaux supplémentaires dans le palais du Louvre, ce qui permettra un agrandissement du musée.

Un nouvel Opéra sera réalisé à la Bastille et une salle destinée aux concerts de rock pourra accueillir 10 000 personnes Porte de Bagnolet. Les vieux locaux du Théâtre de l'Est Parisien, situés près de la place Gambetta, seront remplacés par un théâtre neuf. Un ensemble consacré à la recherche scientifique est aussi prévu dans le 5e arrondissement, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Reste à espérer que toutes ces bonnes intentions ne resteront pas à l'état de projet dans les cartons des architectes ou, pire, restent en plan au beau milieux des travaux, comme le furent La Villette et, pendant longtemps, le trou des Halles. Cela parce qu'on aurait entretemps jugé plus urgent de dépenser l'argent des contribuables pour une petite bombe à neutrons ou une poignée de sous-marins nucléaires supplémentaires.

Alerte chez les patrons !



Les représentants du CNPF récemment reçus à l'Elysée : d'une manière ou d'une autre, ils pleurent misère...

« Je le dis solennellement : La côte d'alerte est atteinte ! » **C'est ainsi que le nouveau dirigeant du CNPF, Yvon Gattaz, a donné dans le dramatique dans une interview au journal** Le Monde. « Les entreprises sont exsangues. Il faut stopper les saignées qu'on leur impose pour financer le progrès social ». **Rien que cela !**

Selon lui, les salaires français progressent à un « rythme beaucoup plus élevé qu'à l'étranger ». **C'est possible, mais comme les prix (fixés en grande partie par ces mêmes patrons) progressent encore plus vite que les salaires, on aurait plutôt tendance à penser que les entreprises — beaucoup d'entre elles, en tout cas — ne sont pas perdantes.**

Toujours est-il que Gattaz demande au gouvernement de nouvelles aides, sous forme d'allègement d'impôts, de suppression de la taxe professionnelle et de prise en charge par l'Etat d'une partie des allocations familiales payées par les patrons.

Yvon Gattaz nuance quand même : « On ne peut pas imputer au gouvernement la totalité des difficultés qui accablent les entreprises (...) Mais depuis quelques semaines, la situation se dégrade rapidement et dangereusement ». **En fait, le nouveau gouvernement n'a pratiquement pas augmenté la pression fiscale sur les entreprises, mais ce qui resterait en travers de la gorge des patrons, d'après Gattaz, c'est** « les 39 heures payées 40 heures et la 5e semaine de congés payés ».

Pour Gattaz une semaine de congés et une heure de travail en moins pour les travailleurs, c'est ce qui fait crouler les entreprises. D'ailleurs les patrons ont tout essayé pour ne pas payer cette heure : ils ont commencé par vouloir la payer à moitié... et maintenant ils demandent des compensations à l'Etat. Une autre façon d'essayer de la faire payer à la population laborieuse, cette fois par le biais de l'impôt !

Pourquoi se gêneraient-ils ? Jusqu'ici, presque à chaque fois qu'ils ont réclamé, ils ont obtenu satisfaction. Enfin, pour les plus gros. Pour les nationalisations, par exemple, il a suffi que la bourgeoisie crie à la spoliation pour que le gouvernement augmente largement le prix de remboursement des actions des entreprises nationalisables.

Alors, en ce moment, Gattaz fait semblant de parler au nom de ceux qui, parmi les petits patrons et les petits commerçants, ont des problèmes.

Et il y en a certainement qui ferment boutique. Mais ce que Gattaz ne dit pas, c'est que si ces entreprises sont au bord de la faillite et ne peuvent pas faire face, c'est d'abord à cause de la crise et à cause de la pression que les grosses entreprises exercent, elles, sur les plus petites.

GUATEMALA

FRAUDE ET RÉPRESSION : SINISTRE CARICATURE D'ÉLECTION

Alors que le dépouillement du scrutin du 7 mars n'était pas encore terminé, dans la nuit du lundi au mardi, les autorités guatémaltèques faisaient savoir que le candidat officiel du régime, le général Anibal Guevara, ministre de la Défense du président Lucas dans le gouvernement sortant, aurait une nette avance sur ses concurrents, avec près de 38 % des suffrages. De même le gouvernement se félicitait d'une soi-disant forte participation électorale qui aurait atteint, fait exceptionnel au Guatemala, 50 %.

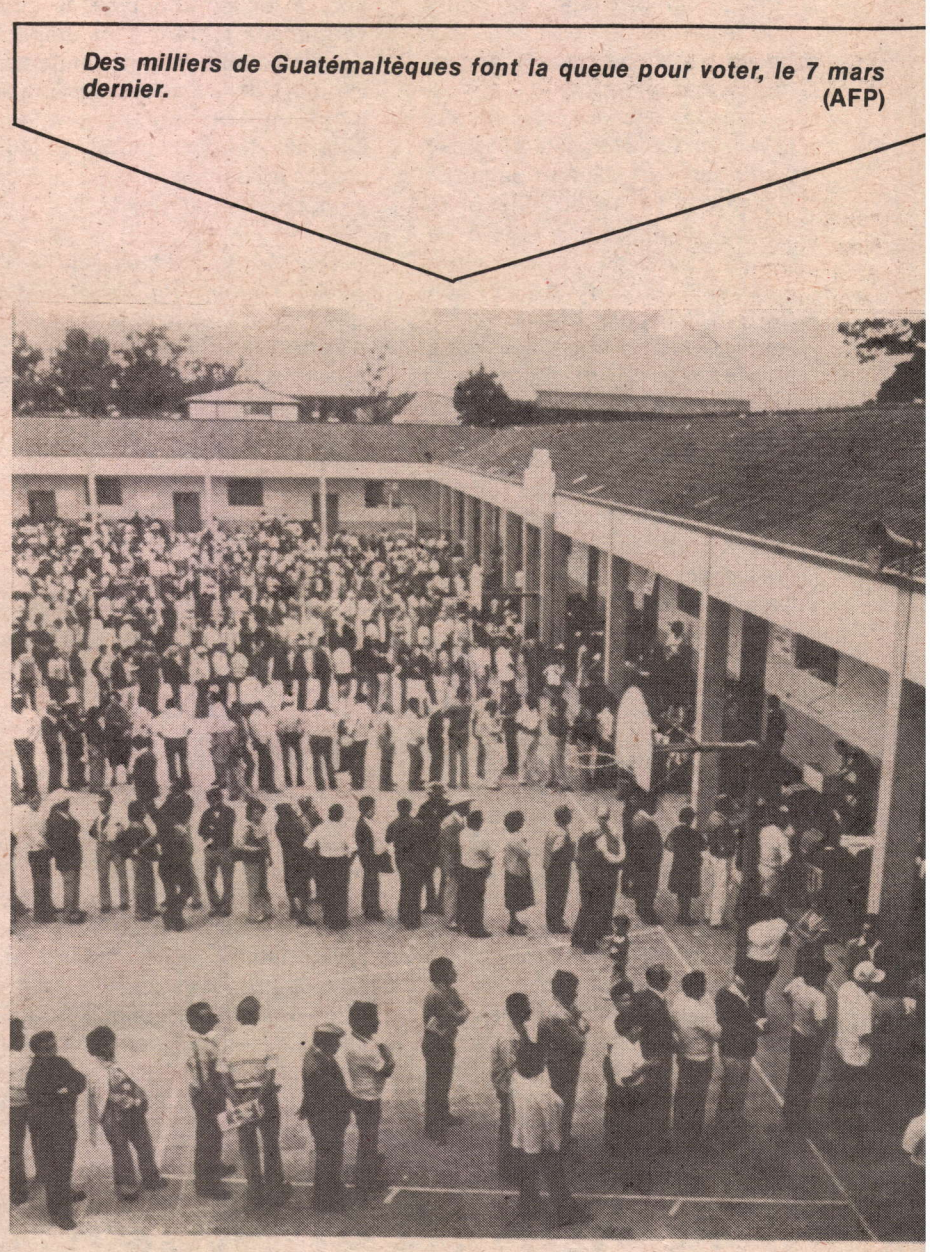
Mais, simultanément, deux des trois autres candidats, le candidat d'extrême-droite, Mario Sandoval, et celui se présentant comme d'**« opposition modérée »**, Alejandro Maldonado, demandaient l'annulation des élections pour fraude électorale et bourrage des urnes.

Certes, il s'agit là en quelque sorte d'une querelle interne aux hommes de la dictature, car les quatre seuls candidats en piste se ressemblent comme des frères jumeaux. Tous quatre sont de droite. Outre le ministre de la Défense, responsable de la répression sanglante que l'armée mène depuis des années pour tenter, vainement, de venir à bout de la guérilla, Mario Sandoval, le candidat du Mouvement de la Libération Nationale, bénéficiant du soutien des grands propriétaires fonciers, proposait de mener une répression encore plus féroce. Les troupes de son parti compteraient, d'après **Le Monde** du 6 mars, **« plus de trente mille hommes en armes »**. Au cri de **« mort à la guérilla »**, un autre parti d'extrême-droite présentait son candidat, Gustavo Ansueto : il s'agit de la « Centrale Authentique Nationaliste » créée par un ancien président, Azana, celui qui avait été surnommé le **Chacal de Zacapa** pour la répression qu'il avait menée dans cette région d'octobre 1966 à mars 1968, y faisant 8 000 morts. Il prenait paraît-il plaisir à jeter, après les avoir torturés, ses prisonniers dans les cratères de volcans en activité. Quant au quatrième candidat, Maldonado, celui qui d'après **Le Monde** du 6 mars aurait bénéficié **« du soutien discret des Etats-Unis, qui souhaitent un gouvernement présentable »**, leader du Parti Nationaliste Rénovateur, il n'est rien d'autre qu'un dissident du MLN de Sandoval.

Mais des empoignades entre les candidats de droite auxquelles donne lieu le dépouillement de leur scrutin (la gauche avait refusé de participer à cette mascarade électorale et appelait au boycott comme le mouvement de guérilla) sont révélatrices de tout le déroulement du scrutin : les deux candidats qui demandent l'annulation du vote dénoncent le fait qu'un nombre anormal de nouveaux inscrits seraient apparus sur les listes dans les zones de guerre, que des villages rasés par l'armée auraient néanmoins voté, que des scrutateurs auraient dû signer des procès-verbaux sous la menace des armes, etc.

Quoi d'étonnant alors également que, malgré les appels au boycott des partis de gauche et de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, qui regroupe les quatre mouvements de guérilla, la participation électorale ait pu être déclarée honorable ? Car, en plus du bourrage des urnes et des tricheries au dépouillement, le déroulement même du scrutin a été une vaste fraude. L'abstention avait, par exemple, été déclarée passible de peines pouvant aller jusqu'à 60 jours de prison. L'électeur, et en particulier le fonctionnaire dont la carte n'aurait pas été tamponnée risquait de perdre son travail. Mais, en plus, l'armée avait quadrillé tout le pays, craignant des actions de la guérilla, et les militaires allaient chercher la population des villages en camions pour les emmener voter au chef-lieu où il n'y avait généralement pas d'isoloir...

Malgré la promesse du président Lucas (lui aussi élu en 1978 grâce à une fraude électorale monstre) d'organiser cette fois des élections **« propres »** et **« libres »**, malgré le souhait du grand protecteur, le gouvernement des USA, de donner au régime une façade plus respectable, il est bien difficile à la dictature de cacher, ne serait-ce qu'un seul dimanche, son véritable visage.



Des milliers de Guatémaltèques font la queue pour voter, le 7 mars dernier. **(AFP)**

LA MAINMISE DE L'IMPÉRIALISME

Le Guatemala est un pays essentiellement agricole. Ses principales productions sont le café — dont il est le 8e producteur mondial —, la banane, le coton et le sucre.

Evidemment, ces productions qui sont destinées à l'exportation sont avant tout tributaires des cours fluctuants du marché mondial. Or, ces dernières années, ces cours ont évolué à la baisse : selon **l'Atlaseco** de 1981, le cours du café, par exemple, a baissé de 29 % entre 1979 et mars 1981, tandis que, pendant la même période, le cours de la banane baissait de 7,5 %. Ce sont des baisses qui pèsent lourd sur l'économie du pays, et plus lourd encore sur sa population.

ENTRE LE POUVOIR DES GROS PROPRIÉTAIRES...

Le recensement de 1964 au Guatemala a montré que, en regroupant la quasi-totalité des exploitations agricoles (les 98 % plus pauvres), on n'arrivait à couvrir que 38 % de la surface cultivable. Alors qu'à l'autre extrémité, 400 à 500 exploitations (les 0,1 % les plus riches) couvrent à elles seules 26 % de la surface cultivable.

Et ce sont ces très grosses exploitations et leurs propriétaires qui dominent l'économie agricole car toutes les autres, petites et moyennes, sont entièrement dépendantes de ces grandes exploitations, pour le traitement de leur récolte comme pour son exportation.

...ET LE MONOPOLE NORD-AMÉRICAIN SUR L'AGRICULTURE

C'est le célèbre trust nord-américain United Fruit (devenu depuis United Brand) qui a été à l'origine du développement de la banane. En 1960, ce trust possédait 150 000 ha de terrain au Guatemala. Mais il possédait aussi l'unique voie de chemin de fer du pays ainsi que deux ports, San José sur le Pacifique et Porto Barrios sur l'Atlantique. Autrement dit, il avait entre les mains les moyens nécessaires d'exercer un monopole de fait sur la production agricole destinée à l'exportation. Ses intérêts étaient tels que, lorsque le président Arbenz, élu en 1951, entreprit de mettre en place une réforme agraire qui risquait de léser quelque peu les gros propriétaires, l'United Fruit participa au financement des quelques milliers de mercenaires centre-américains qui, avec l'aide de la CIA, renversèrent Arbenz lors du coup d'Etat de 1954 et portèrent les militaires au pouvoir.

Depuis, il est vrai, l'United Fruit s'est retirée du Guatemala. Mais à sa place c'est une autre firme américaine, la société Del Monte, qui s'est assuré le contrôle total de la production du pays...

...ET SUR LE SOUS-SOL

Ce qui est vrai pour l'agriculture l'est aussi des quelques ressources minières du pays.

Ainsi, c'est une société canadienne, Inco, filiale de la Hanna Mining Company, qui assure l'exploitation du nickel.

Et lorsqu'en 1954 on a découvert des gisements pétroliers au Guatemala, les trusts pétroliers se sont précipités pour se faire offrir des concessions à exploiter. Finalement, depuis février 1980 que l'exploitation des gisements a effectivement commencé, trois compagnies se sont partagé le gâteau : la Hanna Mining Co — encore elle —, la société Basic Ressources et la Petromaya qui, malgré son nom, dépend bel et bien de la Hanna.

La guérilla s'étend

Les forces de la guérilla guatémaltèque se répartissent actuellement entre quatre organisations qui se sont regroupées au sein de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (UNRG).

L'UNRG s'est fixé comme objectif l'instauration d'un **« gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique »**, sur la base d'un programme en cinq points : arrêt de la répression, expropriation des **« grands possédants nationaux et étrangers »**, fin des discriminations à l'encontre de la population indienne, libertés démocratiques et politique de non-alignement vis-à-vis des deux grands blocs. L'UNRG a reçu le soutien de l'ensemble des organisations de l'opposition de gauche, regroupées depuis février 1982 au sein du Comité d'Union Patriotique.

Il semble que, depuis la fin 1981, les forces de la guérilla se soient sensiblement renforcées. En novembre dernier, la dictature a déclenché une opération militaire d'une grande ampleur dans cinq départements du pays, engageant près d'un quart des effectifs de l'armée guatémaltèque. Malgré les communiqués de victoire de l'état-major, qui annonçaient la fin de la guérilla, celle-ci n'a jamais cessé de se manifester, aussi bien sur le théâtre de l'opération que dans le reste du pays. Et aujourd'hui, si l'on en croit la revue **Amérique centrale,** les zones où les colonnes de guérilleros disputent en permanence le terrain à l'armée n'ont cessé de se multiplier, jusqu'à couvrir, à l'heure actuelle, un tiers environ du territoire national.

LA PETITE PAYSANNERIE INDIENNE, LA FRACTION LA PLUS PAUVRE DE LA POPULATION, EN LUTTE

« Ce qui alarme les conservateurs guatémaltèques, écrivait le **New York Times Magazine** du 24 août 1980, **est que les colonnes de la guérilla ne sont désormais plus seulement faites de petits bourgeois radicaux. Brutalement, les Indiens prennent aussi les armes et gonflent les rangs rebelles. »** Et le journal américain citait ces paroles d'un homme d'affaires guatémaltèque : **« Personne n'avait jamais été capable d'organiser les Indiens. Mais si quelqu'un y arrive, que dieu nous garde ! »**

Car les Indiens, qui constituent 55 % des sept millions d'habitants du Guatémala, sont les couches les plus exploitées, les plus opprimées du pays. 72 % d'entre eux (d'après le recensement de 1973) vivent dans les régions montagneuses, les Altos, de l'ouest et du nord-ouest du pays, dont ils constituent la quasi-totalité des habitants, à l'exception d'une infime minorité de Guatémaltèques d'origine espagnole ou métis, qui occupent les places privilégiées, dans les principaux villages et les petites villes de ces départements.

Les minuscules parcelles de terre, sur lesquelles ils cultivent du maïs (la principale alimentation des paysans pauvres du Guatemala) et quelques haricots, ne leur permettent pas de survivre. Alors, **« à l'époque où le maïs manque (juillet-août) »**, écrit la revue **Notes et Etudes Documentaires** du 17 février 1977, **« l'intermédiaire, ladino** (c'est-à-dire d'origine espagnole ou métis) **ou indien, vend à un prix élevé, dans les villages des Altos, le maïs acheté à bas prix sur la côte. Si les paysans ne peuvent lui payer leurs achats de maïs, il se rembourse sur la récolte à venir. Lors de la récolte de café, de canne à sucre et de coton sur la côte, d'août à avril, il s'impose comme agent des propriétaires terriens pour le recrutement de la main-d'œuvre temporaire indienne des Altos et contrôle localement celle-ci par l'octroi d'une avance sur le salaire, permettant aux familles de subsister ».**

Bien sûr, la migration saisonnière vers les plantations, qui n'est pas le seul fait de la population indienne, même si elle lui fournit le plus gros du contingent, est souvent son seul moyen de subsister. D'après les chiffres cités par Catherine Vigor dans son livre **Paysans du Guatemala : quelle éducation ?,** on estimait en 1974 à 350.000 le nombre d'embauches saisonnières dans les plantations. Et ce serait chaque année 600.000 à 700.000 personnes qui émigreraient des montagnes vers la côte pour plusieurs mois. Elle décrit ainsi cette migration : **« Les pères partent parfois avec leurs femmes, leurs enfants, le sempiternel chien, les comales** (sorte de poële) **pour faire les tortillas de maïs, les jarres d'eau, les petates** (nattes) **pour dormir, et tous se hissent à bord du haut camion bâché qui les emporte pour des longues semaines vivre dans un climat contraire, à la merci de la malaria, d'empoisonnements gastriques et de maladies pulmonaires ».**

Mais ces paysans, que les propriétaires fonciers et les sociétés nord-américaines qui dominent les plantations estiment exploitables et corvéables à merci, sont loin de se laisser faire sans lutter. Et surtout, ces dernières années, malgré la farouche répression de l'armée et des milices d'extrême-droite, plusieurs luttes ont eu lieu.

Ce fut le cas en particulier de la grande grève des ouvriers saisonniers en février-mars 1980. Le conflit avait débuté dans une plantation de canne à sucre où l'administrateur avait décidé de peser la canne coupée hors de vue des coupeurs : ceux-ci, sentant qu'ils seraient volés, se sont mis en grève et rapidement le conflit s'étendit.

Bien que la grève des ouvriers agricoles soit considérée comme illégale pendant la saison des récoltes, elle toucha 75.000 saisonniers, paralysant les grandes plantations de canne, de coton et de café. Au bout de 17 jours de grève, le gouvernement cédait et décidait une augmentation du salaire minimum, celui-ci passant de 5 à 14 francs par jour.

Toujours d'après le **New York Times Magazine** du 24 août 1980, les grands propriétaires, furieux que le gouvernement ait cédé devant les grévistes, ont par la suite procédé à de nombreux licenciements et, dans la région de Tiquisale, une centaine de paysans soupçonnés d'avoir participé à la grève ont disparu. Mais, conclut ce journal, **« malgré la répression, les Indiens ont vu qu'il était possible de se battre et de gagner ».** Et il remarque que les milliers de soldats envoyés dans la montagne, le bombardement des villages indiens soupçonnés de sympathie pour la guérilla en 1980, **« ont plutôt nourri la colère et l'indignation des Indiens et fait apparaître la guérilla comme leur sauveur ».**

Depuis, la répression n'a cessé de s'intensifier : villages rasés, massacres de paysans, assassinats par les hommes de main de l'extrême-droite. D'après le journal **Le Monde** du 6 mars dernier, **« 13.500 Guatémaltèques ont été assassinés en 1981, du fait essentiellement des groupes paramilitaires ».** Mais la colère des couches les plus pauvres de la population n'en a fait que croître encore plus.

Le 31 janvier 1980 : le massacre de l'ambassade d'Espagne

Le 16 janvier 1980, plusieurs dizaines de paysans indiens de la région du Quiché occupait l'ambassade d'Espagne à Ciutad de Guatemala, la capitale.

Ils réclamaient la constitution d'une commission d'enquête sur le massacre de Chagul, communauté indienne où sept paysans avaient été retrouvés assassinés le 6 décembre 1979, après avoir été détenus illégalement pendant plusieurs mois par l'armée.

La réponse des militaires ne tarda pas. Malgré l'intervention de l'ambassadeur d'Espagne, les forces de sécurité donnèrent l'assaut le 31 janvier. Au total, 39 occupants de l'ambassade trouvèrent la mort au cours des affrontements, dont 27 furent brûlés vifs dans l'incendie qui éclata. Des paysans indiens, il n'y eut qu'un seul rescapé. Le soir-même, il était enlevé de son lit d'hôpital et son corps, atrocement mutilé, fut retrouvé deux jours plus tard devant l'entrée de l'Université nationale.

Ce massacre valut à la dictature la rupture de toutes relations diplomatiques avec l'Espagne. Mais les militaires avaient atteint leur objectif : il ne fallait à aucun prix qu'un seul de ceux qui avaient osé défier ouvertement la toute-puissance de l'armée puisse survivre à cet acte courageux.

INTERVIEW DE DOMITILA,

une militante bolivienne en exil

Le putsch militaire de 1980 : une tentative d'écraser le mouvement ouvrier

Le 17 juillet 1980, le général Garcia Meza prenait le pouvoir en Bolivie. Cette mise au pas du pays par les militaires était l'aboutissement d'une longue crise ayant opposé à plusieurs reprises les militaires, les partisans d'un pouvoir civil et les travailleurs.

A trois reprises en trois ans, des élections avaient été organisées en Bolivie. A trois reprises, les électeurs s'étaient prononcés pour Siles Zuazo, le leader d'un front nationaliste (ayant déjà participé au gouvernement entre 1952 et 1964 et ayant d'ailleurs mené des répressions anti-ouvrières). Mais à chaque fois le verdict des urnes, qui ne correspondait pas aux désirs des militaires, fut cassé. A chaque fois des coups d'Etat militaires, avec parfois un essai de gouvernement civil, installaient des généraux au pouvoir, avec pour tâche de faire cesser l'agitation sociale.

Le coup d'Etat militaire de 1980 était une nouvelle tentative de bâillonner le mouvement ouvrier bolivien qui, depuis plusieurs décennies, menait des luttes nombreuses et déterminées, pesait sur chaque événement important de la vie du pays.

Domitila Barrios de Chungara est une dirigeante de l'Association des ménagères du camp minier Siglo Veinte en Bolivie. Cette organisation, qui regroupe des femmes de mineurs, a joué un rôle important dans les luttes, les grèves menées par le peuple bolivien contre les patrons des mines et les régimes dictatoriaux qui se sont succédé dans ce pays. Elle est connue en France pour son livre *Si on me donne la parole* qui est un témoignage sur la condition et les luttes des mineurs de ce pays.

Lors du coup d'Etat de juillet 1980 qui a porté au pouvoir une junte militaire dirigée par le général Garcia Meza, Domitila, comme bien d'autres dirigeants et militants ouvriers, dut s'exiler.

Depuis, une partie de la junte au pouvoir étant ouvertement compromise dans le trafic de cocaïne, Garcia Meza dut céder la place en septembre 1981 à l'un de ses homologues, Celso Torrelio Villa qui continua la politique de son prédécesseur. Hausse des prix, répression permanente : les travailleurs boliviens n'ont cependant pas accepté sans réagir. En décembre 1981, une grève de 48 heures a eu lieu dans les mines, appuyée d'une grève de la faim d'un millier de mineurs. Elle mettait en avant plusieurs revendications : le respect des libertés syndicales, une augmentation générale des salaires et la réouverture des radios contrôlées par les mineurs.

Le pouvoir a partiellement reculé. Il s'est engagé à reconnaître les délégués de base des syndicats et a promis de reconnaître l'ensemble de l'organisation syndicale dans un an. Mais la répression continue.

C'est de ces deux dernières années — qu'elle a vécues en exil — que Domitila a bien voulu nous parler lors de son passage à Paris où elle était invitée par le MLF à participer à la Journée internationale des femmes.

« Quelle est la situation en Bolivie depuis le coup d'Etat de 1980 !

— Le coup d'Etat fut sanglant. Le peuple bolivien s'est retrouvé dans une immense prison d'où étaient exclues toutes les libertés. Il n'y avait plus d'organisations syndicales, plus de libertés politiques. Grâce à la résistance du peuple bolivien, qui n'a pas cessé une minute de lutter, et grâce à la solidarité internationale, ce pouvoir, qui pratique le trafic de drogue, n'est pas arrivé à consolider sa dictature.

Pour changer un peu l'image de marque vis-à-vis de l'extérieur, ils ont changé le militaire qui était à la tête. Mais c'est un homme de la même classe, de la même famille qui l'a remplacé. Une espèce de farce qui voulait donner au pouvoir de Torrelio, l'actuel dictateur, un aspect plus démocratique. (...)

Mais la répression continue. On continue à assassiner des dirigeants syndicaux, comme notre camarade Cosigo, du secteur minier Siglo Veinte.

Pour faire croire qu'on allait lutter contre les trafiquants de drogue, on est allé jusqu'à écrire un document avec une liste de gens où figuraient ceux qui auraient été soi-disant compromis dans le trafic de drogue. Or, dans ce trafic, il y a bien des gens du gouvernement qui sont mêlés, et le gouvernement disait que son action avait pour but de punir tous les gens compromis. Mais sur cette liste ne figuraient que des civils, des gens que l'on ne connaissait pas. Cela a été un théâtre, une comédie, pour tromper l'opinion publique internationale et, de cette façon, obtenir la reconnaissance du gouvernement Torrelio. Aujourd'hui, Torrelio est reconnu par les Etats-Unis et sans doute par divers autres pays.

(Suite page 12).

Suite de l'interview de Domitila

— Et quelle est la politique du nouveau gouvernement ?

— Torrelio a décrété la dévaluation de la monnaie et le peuple s'est organisé dans les organisations ouvrières comme la Centrale Bolivienne qui a conduit les luttes du peuple bolivien. A chaque fois qu'il y a eu un coup d'Etat, la situation économique s'est dégradée de plus en plus. Cette dégradation était déjà importante bien avant que le pouvoir ne décrète la dévaluation. De 25 pesos boliviens que coûtait le dollar, il a augmenté de 44 %. Quant à l'inflation, elle a augmenté de 76 %. Actuellement, le dollar ne se trouve même pas sur le marché, seulement sur le marché noir où il coûte entre 55 et 60 pesos boliviens.

Et c'est à cause de cela que la Centrale Bolivienne a décrété une grève générale de 48 heures. La grève a eu lieu et on négocie actuellement sur les salaires. Le gouvernement, pour ne pas répondre sur sa politique salariale, invente une autre comédie en découvrant en Bolivie qu'il existe une guérilla. Et la répression a commencé. Beaucoup de dirigeants sont en prison. Nous savons aussi que beaucoup de personnes sont torturées, en prison, comme Luis Lopez Altamirano Escobar. D'autres compagnons sont aussi emprisonnés dont nous ne savons pas les noms. Et avec ce prétexte de guérilla, on est en train de tromper l'opinion. De cette manière, on ne donne pas la liberté de discuter du problème économique qui est celui qui préoccupe le plus aujourd'hui.

Les dernières informations que j'ai eues il y a quelques jours, indiquent une répression terrible. Dans les campagnes circulent des groupes paramilitaires qui se réclament de l'office des Narcotiques et combattent le trafic de drogue. En fait, ils rentrent dans les maisons, volent tous les objets de valeur. Les gens sont dans une situation de terreur. Celui qui est à la tête de ces groupes s'appelle Filemon Lopez. Actuellement, ces groupes sévissent dans une région appelée El Chaparre. Là, ils prennent d'assaut diverses maisons, volant les maigres récoltes, tout ce qui peut avoir un peu de valeur.

Dans une région appelée El Valle de Ibigarzama, au lieu de se présenter, puisqu'ils étaient soi-disant de l'office des Narcotiques, ils ont carrément sorti les armes et tiré sur la population. Il y a eu plus de neuf blessés très graves. Plus de 2 000 familles de la région du Chaparre vivent sous une menace constante.

Le gouvernement a annoncé, selon les journaux, ou qu'il n'avait pas connaissance de tels groupes, ou que ces groupes combattaient les trafiquants. Seulement, la presse ne réserve pas beaucoup de publicité à tout ceci. Elle ne juge pas utile de faire connaître tous ces crimes. (...)

Le peuple va continuer à lutter jusqu'à ce que le gouvernement soit chassé, mais l'opinion publique internationale doit se préoccuper de la situation en Bolivie, parce que la drogue, forcément, touche toute la jeunesse. Le problème de chasser ce gouvernement n'est pas seulement l'affaire des Boliviens mais aussi de l'opinion internationale au travers d'une solidarité effective, face à tous les crimes de tous ces gouvernements qui saignent nos pays (d'Amérique latine, sous-entendu).

— Les organisations de femmes continuent-elles d'exister ?

— Oui. De mon organisation, le Comité des Ménagères, nous avons reçu une lettre qui a été publiée ici. Toutes les femmes de gauche du pays ont réussi à s'unir et à bâtir une organisation unique regroupant en son sein diverses organisations comme la Fédération des Femmes Paysannes, la Fédération des Femmes Boliviennes, etc. Cela a été le résultat d'un congrès. Aujourd'hui, elles défendent un programme étendu :

— amnistie générale ;
— reconnaissance des organisations syndicales et politiques ;
— augmentation et échelle mobile des salaires ;
— abolition de la dictature militaire ;
— respect des droits de l'homme ;
— libre information, dissolution des groupes para-militaires ;
— liberté et autonomie des universités ;
— sanctions contre les trafiquants d'argent et de drogue que le gouvernement protège, et contre les responsables du scandale de la mine de diamants où tous les gains furent partagés entre eux ;
— solidarité internationale de toutes les femmes pour faire connaître ces exigences par l'intermédiaire de pétitions ;
— unité de toutes les organisations ouvrières autour de la Centrale Bolivienne.

C'est une pétition signée par toutes les organisations indépendantes, démocratiques, Siglo Veinte, Fédération des Femmes. Notre devoir est d'œuvrer à la signature de ces pétitions.

Les militaires actuellement au pouvoir en Bolivie. (AFP)

Des paysans transportant un des leurs, tué lors d'un affrontement avec l'armée du général Banzer ; les dictatures se succèdent, la répression est la même. (AFP)

Des mineurs boliviens, lors d'une manifestation, il y a quelques années. (AFP)

— Comment toutes ces organisations arrivent-elles à survivre ?

— C'est que nous avons une longue expérience. Dès qu'il y a un début de processus de démocratisation surgit un nouveau coup d'Etat. Nous avons, nous, les organisations féminines, comme les organisations syndicales, formé nos propres mécanismes pour vivre dans la clandestinité et continuer à lutter. Les dirigeants sont ailleurs. Seuls militent ouvertement les délégués de base de la Centrale Bolivienne, par exemple. Ce n'est pas seulement des luttes des syndicats, des dirigeants, qu'il s'agit, mais du peuple. Le peuple est conscient de cela. Après chaque répression surgissent peu de temps après de nouveaux dirigeants. Tout cela représente beaucoup d'années de lutte entre chaque coup d'Etat et beaucoup de détermination. Et les militaires comprennent qu'il ne suffira pas de tuer des hommes, des femmes, des dirigeants, et qu'ils devront compter avec les enfants qui seront les futurs révolutionnaires.

— Tu ne vis pas en Bolivie ?...

— Non, je ne peux pas y retourner. Je suis « traître à la patrie ». Je profite d'être en Europe pour dénoncer la situation de la population bolivienne. Mais cela fait un tout avec la situation dans toute l'Amérique latine, dans tous les pays du Tiers Monde. Et la menace d'intervention de Reagan ou son intervention réelle, doit attirer l'attention de tous les peuples.

La lutte n'est pas finie, comme nous le montre le Nicaragua, où elle a coûté la vie à plus de 50.000 personnes, et qui a été boycotté aussitôt après l'indépendance, par l'intermédiaire du FMI (Fonds Monéaire International). Nous ne devons pas oublier par conséquent la lutte des peuples latino-américains et, essentiellement, du centre. »

Et à propos de la journée des femmes, Domitila, qui était l'invitée du MLF (Mouvement de Libération de la Femme) **a tenu à nous préciser sa position.**

« Sur la Conférence des femmes à la Sorbonne, nous avons appris beaucoup de choses, mais j'aurais aimé qu'il y eût quelque chose de concret, même si nous avons évoqué la lutte des femmes en France. Les situations sont très différentes en Amérique latine... Il y a le problème des femmes européennes mais, par ailleurs, celui des femmes d'Amérique latine et celui des femmes du Tiers Monde. Ces problèmes sont à un autre niveau. Nous ne nions pas qu'il existe une discrimination envers les femmes. Les conditions que connaissent les femmes ici, elles existent en Amérique latine comme partout dans le monde, sans aucun doute. Mais je crois que notre but, aujourd'hui, n'est pas de nous disputer avec notre mari, même si c'est ce que nous avons dû faire pour militer. Bien sûr, ce qui manque, c'est un nombre important de femmes décidées. L'important, c'est d'obtenir notre libération en changeant le système. »

L'AUSTÉRITÉ EN EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

Le patronat anglais satisfait de son ministre des Finances

« Cette année, il a vraiment fait quelque chose », s'est exclamé le président du CBI, le CNPF britannique, saluant Geoffrey Howe, ministre de l'Economie du gouvernement Thatcher, et son projet de budget qu'il vient de présenter devant la Chambre des communes.

Satisfaction significative et tout à fait justifiée, puisque le projet de budget, s'il est adopté — et il a toutes les chances de l'être, vu la majorité confortable dont dispose le gouvernement —, va apporter de substantiels avantages au patronat.

Tout d'abord, ce projet de budget comporte la diminution d'un point, dès maintenant, de la part patronale dans le financement de la Sécurité sociale, diminution qui sera suivie d'une autre à partir d'août, d'un demi-point. Cette réduction est à rapprocher des deux augmentations successives qu'a subies la part payée par les salariés, l'an dernier et à compter du mois d'avril cette année.

A cela, il faut ajouter une réduction de l'impôt sur la masse salariale, toute une série de nouvelles exemptions fiscales pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que pour certaines opérations financières entre sociétés, et une réduction de 16 % sur les factures d'électricité que paieront à l'avenir les sociétés grosses consommatrices. Mises bout à bout, toutes ces mesures représentent un cadeau de 13,5 milliards de francs à l'industrie.

A côté de ces aides directes, le projet de budget prévoit d'allouer 16,5 milliards de francs aux divers plans d'aide à la « formation », doux euphémisme qui désigne les différents systèmes permettant au patronat de trouver parmi les chômeurs une main-d'œuvre à très bas prix.

Mais tout cela va coûter de l'argent aux caisses de l'Etat. Alors, c'est d'abord aux contribuables que le gouvernement va demander de payer la note, mais quand même pas à n'importe quel contribuable : moyennant quelques légères modifications apportées au système de calcul des impôts, les salariés disposant de revenus « moyens » (techniciens, ouvriers très qualifiés, petits cadres, etc.) vont devoir mettre un peu plus la main au portefeuille ; les plus bas salaires ne verront pas de changement, tandis que les très gros salaires verront leurs impôts... baisser, légèrement certes, mais baisser tout de même.

Comme ces rentrées supplémentaires seront encore insuffisantes, le gouvernement fera appel aux impôts indirects pour compléter : toute une série de droits de douane et de taxes diverses sur certains produits de consommation courante, dont les boissons alcoolisées et les cigarettes, seront relevés. Mais surtout l'essence — déjà l'une des plus chères d'Europe, bien que l'Angleterre soit un pays producteur — sera frappée d'un supplément d'impôt de 25 centimes au litre (par contraste, le carburant destiné à l'aviation va, lui, diminuer de 80 centimes au litre...).

Ce budget, le quatrième du gouvernement Thatcher, ne marque certes pas de changements de politique par rapport aux précédents : comme eux, il est marqué par la volonté de faire payer toujours plus la grande masse de la population, au nom de l'austérité et des nécessités imposées par le « relèvement de l'économie nationale ». Mais c'est quand même le premier à comporter, de façon aussi ouverte, une telle liste d'avantages en tout genre au seul profit du patronat. Alors, on comprend que le patronat britannique ait toutes les raisons d'applaudir des deux mains !

François ROULEAU

Ici, des chômeurs anglais, de plus en plus nombreux, manifestent (automne 1981). (AFP)

BELGIQUE

Le gouvernement fait payer les pauvres

Le gouvernement belge de W. Martens a annoncé le 8 mars une nouvelle série des mesures d'austérité qui vont frapper très durement le niveau de vie des travailleurs.

Après la suspension de « l'index » (indexation des salaires sur la hausse des prix) et la dévaluation, le gouvernement s'en prend aux acquis des travailleurs dans le domaine social, avec pour objectif la réduction du déficit budgétaire (de l'ordre de 11 milliards de francs français).

Tout se fait, bien sûr, sous le signe de la « solidarité nationale » : les riches qui possèdent un revenu de plus de 3 millions de francs belges (430.000 F français) seront aussi soumis à une cotisation spéciale. De l'aveu même du vice-Premier ministre, Jean Gol, un libéral, cela concerne 10.200 personnes. Et il croit bon de préciser que **« cela ne touchera pas à la rentabilité des entreprises »**. Nous voilà rassurés sur le sort des pauvres patrons belges !

Comme partout, le gros des économies va se faire aux depens de la population et meme des couches les moins favorisees de cette population

C'est elle qui va faire les frais de ces mesures d'austérité, que le vice-Premier ministre, avec un sens des distinctions assez subtil, classe en deux catégories : les « charges nouvelles » et les « retraits d'avantages » !

Les allocations familiales baisseront de 500 F belges, soit 75 F français par famille. Les ménages sans enfants et les célibataires seront taxés d'une cotisation mensuelle de 75 F français également.

Le ticket modérateur pour les consultations médicales va augmenter, parfois du simple au double. Les veuves, les invalides, les pensionnés, qui bénéficiaient d'une quasi-gratuité des soins médicaux, vont devoir eux aussi payer un ticket modérateur (de 20 F belges à 50 F belges).

L'allocation chômage sera réduite de 4 % et les chômeurs qui vivent avec d'autres personnes et ne sont pas chefs de famille ne toucheront plus que 34 % de leur dernier salaire.

Les tarifs des postes et du téléphone vont être augmentés, ainsi que le litre d'essence, taxé de 15 centimes.

Enfin, on parle d'une suppression de 6.000 emplois dans l'Education nationale.

Devant un tel programme, les organisations ouvrières ont parlé de mesures « à la Thatcher », mais aucune riposte d'ensemble n'est prévue. La FGTB (proche des socialistes) préconise des grèves de 24 heures, tournantes, par ville. La CSC (chrétienne) temporise et se dit à la recherche des moyens de pression plus efficaces. En fait, ni l'une ni l'autre, ni celle qui est liée au gouvernement (la CSC) ni celle qui est dans l'opposition (FGTB), n'ont envie d'agir réellement.

Les travailleurs, eux, agissent. Depuis 14 jours, le bassin sidérurgique de Charleroi est en grève. 500 travailleurs temporaires des chemins de fer, licenciés, ont occupé des gares et des installations ferroviaires. A Liège, la journée de grève à laquelle appelait la FGTB, le mardi 9 mars, a paralysé la ville. Des piquets de grève comptant parfois plusieurs centaines de personnes sont intervenus dans les banques, les bureaux d'assurances, les établissements scolaires pour faire cesser le travail ; ils ont invité les commerçants à baisser leur rideau et bloqué les accès aux autoroutes.

De l'avis du journal **Le Soir** de Bruxelles, les directions syndicales s'efforcent en vain de **« canaliser les réactions spontanées de la base »** et **« craignent de revivre les moments chauds de 1960-1961 »**.

Il n'est pas dit qu'ils ont tort.

Sylvie MARECHAL

RFA

Le syndicat IG Metall d'accord pour le recul du pouvoir d'achat

En signant samedi 6 mars l'accord salarial pour 1982 avec les patrons de Rhénanie, qui concerne 2.600.000 travailleurs de la sidérurgie, les dirigeants du syndicat IG Metall avalisaient du même coup une baisse du pouvoir d'achat des métallurgistes. Il est en effet prévu une hausse des salaires de 4,2 % pour l'année, alors que l'inflation sera au minimum de 5 %, et encore, selon les sources officielles.

Evidemment, les dirigeants syndicaux prétextent qu'à l'heure actuelle le plus important n'est pas tant le maintien du pouvoir d'achat que la lutte contre le chômage. L'un irait à l'encontre de l'autre, si on les en croit et si on en croit également les milieux patronaux et gouvernementaux. Moyennant quoi, il y a à la fois une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et une augmentation du nombre des chômeurs en Allemagne. En 1981, la barre des deux millions de chômeurs a failli être atteinte, ce qui représente une hausse de près de 50 % en une seule année ! Sans compter qu'il y a aussi quelque 500.000-chômeurs partiels.

Il est loin à présent, le temps où l'Allemagne était présentée comme un îlot de prospérité grâce à la soi-disant gestion efficace des patrons, du gouvernement social-démocrate... et aussi à la collaboration des syndicats allemands liés au gouvernement. La crise frappe aussi l'économie allemande. Les patrons licencient et diminuent les salaires comme partout ailleurs dans le monde... et avec l'aide des dirigeants syndicaux.

Guy FICHET

Ouvriers métallurgistes de l'Allemagne de l'Ouest en grève.

DANS LES ENTREPRISES

Fiterman à Air France Orly-Nord

Evénement le mardi 9 mars à la DM à Orly : Charles Fiterman, le ministre, venait en visite. Un événement surprise aussi car si l'on savait qu'il devait venir à Orly, ce n'est que le jour même que la CGT et le PCF ont informé l'immense majorité des travailleurs qu'il venait visiter le centre. Est-ce parce que ni la CGT, ni le PCF, ni le ministre n'étaient soucieux de rencontrer grand nombre de travailleurs d'Air France Orly-Nord, qui lors des grèves d'octobre dernier, avaient été traités par eux de « *provocateurs* » ? En tout cas, l'heure choisie, 16 h, était peu propice à un débat avec les travailleurs. Car à cette heure-là, une grande partie des équipes et des travailleurs de normale sont partis des ateliers ou en train de s'en aller.

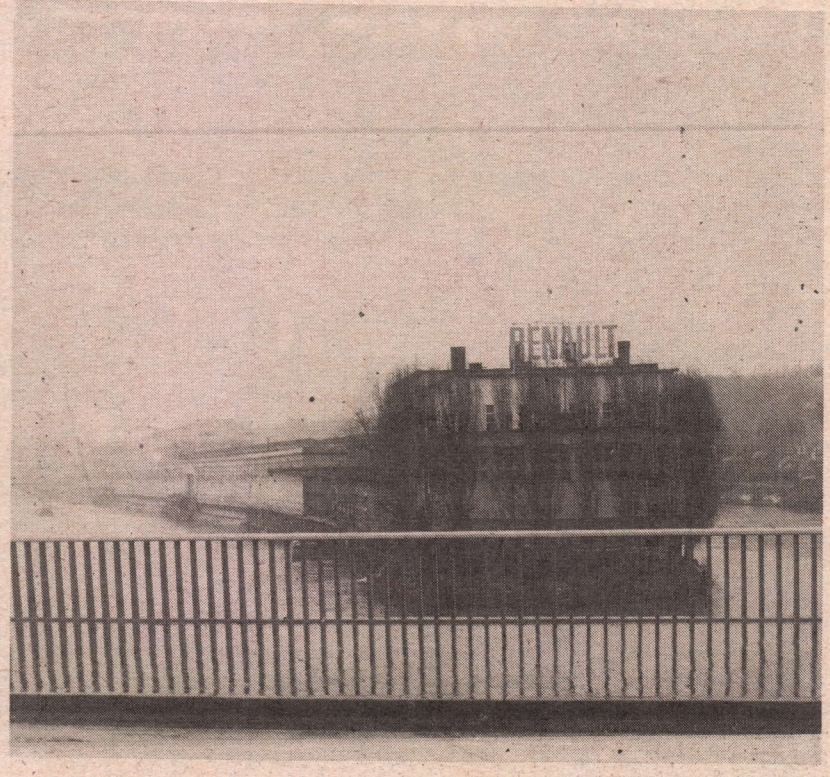
N'étaient donc restés que quelques curieux, venus de secteurs éloignés, et des groupes de secteurs proches. Et à la porte se côtoyaient pêle-mêle les pontes de la direction, dont Giraudet, et ceux de la CGT et du PCF, tenant des conciliabules, unanimes en tout cas pour réserver à Fiterman un accueil digne d'honneur. C'est ainsi que le ministre à son arrivée s'est retrouvé entouré principalement d'une petite cohorte de fidèles. Et la CGT entonnait un petit couplet à la gloire du changement, noyant les réserves dans le flot des louanges. La CFDT et FO, présentes également, ne se sont pas démarquées. Mais comme rien n'est parfait en ce bas monde, le ministre a quand même dû répondre, après avoir visité des ateliers et rencontré les femmes de ménage d'une entreprise extérieure en grève depuis plusieurs semaines, aux questions de deux travailleurs, connus pour leurs idées révolutionnaires : « *Le changement nous intéresse mais pour les salaires nous ne voyons rien venir. Fin automne nous avons fait grève pour les 500 F et d'ailleurs à cette occasion nous étions plus nombreux qu'aujourd'hui et nous avons été traités de minoritaires et de provocateurs. De nombreux travailleurs ainsi que la CGT et la CFDT réclament les 500 F. Nous n'avons rien eu. Alors, où est le changement ?* », lui ont-ils demandé. « *Vous avez eu des augmentations, et en automne il s'est passé des choses je crois* », a répondu en substance Fiterman. « *Et puis, pour Giraudet, quand vous êtes arrivés au ministère des Transports, tout le monde pensait que le président d'Air France allait partir, mais même cela vous ne l'avez pas fait. Alors le changement, hein ?* », s'est-il entendu répondre. « *Les fonctionnaires sont au service de l'Etat. Ils font ce qu'on leur dit. L'important, ce n'est pas de changer les hommes mais les faits* », a rétorqué le ministre. « *Donc si rien ne change, c'est à vous qu'on pourra l'imputer* », conclut l'un des travailleurs qui était intervenu.

Charles Fiterman, l'actuel ministre des Transports.

Une opinion que bon nombre de travailleurs partagent peut-être, ainsi que certains militants de la CGT et du PCF. Car de nombreux militants du PCF et de la CGT ne sont pas allés accueillir Fiterman. A croire qu'il est moins leur ministre que ne cherchent à le leur faire penser leurs camarades responsables. Nombreux sont ceux qui n'ont pas apprécié la récente promotion à la direction du centre, du sous-directeur, bête noire des militants de la CGT, pas plus que le maintien de Giraudet à la tête de la Compagnie. Un maintien, en quelque sorte, publiquement confirmé lors de la visite par Giraudet lui-même, qui, entendant sa position de P-DG contestée, tapait sur l'épaule d'un travailleur en lui disant : « *C'est vrai que vous voulez que je m'en aille ? Mais vous voyez, Fiterman veut que je reste* ».

Correspondant LO

Renault Billancourt Dans les bureaux de la Régie, une grève de deux jours pour deux embauches



Vendredi 5 mars, une grève était décidée dans un service comptable de Renault-Billancourt, l'ordonnancement des factures. Depuis plusieurs semaines, c'est le bilan comptable à la direction financière, et la charge de travail est telle que la hiérarchie fait appel à des volontaires pour le samedi.

Dans ces conditions, le refus par la direction d'embaucher dans le service un jeune travailleur qui venait d'y effectuer 6 mois de travail temporaire a été ressenti comme une provocation. 6 mois plus tôt, le médecin du travail l'avait déclaré inapte, à cause de ses yeux, au travail sur écran de terminal, et avait refusé d'entériner son embauche définitive. La direction se retranchait derrière l'avis médical et refusait de revenir sur le caractère temporaire de l'embauche. Notre camarade était donc en passe d'être licencié.

Il y avait aussi — toujours dans le même service — le cas d'une travailleuse « en prêt » (c'est-à-dire sans poste fixe dans un service) depuis 3 mois, que la direction, là encore, refusait d'affecter définitivement.

Vendredi donc, la grève fut votée à l'unanimité des présents (une quarantaine de personnes), lors d'une réunion où une déléguée faisait le compte rendu des démarches effectuées auprès de la direction. Celle-ci n'avait rien cédé.

Quelques heures plus tard, la direction entrebâillait déjà la porte, mais c'est seulement le mardi que les « durs à l'embauche » de la direction s'engageaient personnellement à trouver un poste à la Régie ou dans une de ses filiales pour ces deux travailleurs.

C'est sur ces propositions que nous avons décidé de suspendre la grève, convaincus qu'il nous faudra veiller à ce que la direction respecte ses engagements. Quant au problème du manque de personnel dans le service, il demeure ; pour nous, il n'est donc pas question de baisser les bras.

Correspondant LO

• Une surexploitation révoltante

Les policiers de Nanterre viennent de démanteler un atelier clandestin de confection.

Un ancien ouvrier métallo yougoslave avait ouvert depuis trois mois un atelier provisoire, tant qu'il n'avait pas reçu une réponse du registre du commerce.

Il y faisait travailler neuf travailleurs clandestins dans une vieille bâtisse désaffectée, aux volets toujours clos. C'est jusqu'à 600 vêtements qui étaient fabriqués chaque jour.

Pour chaque vêtement, le patron payait de 3 à 15 F ses ouvriers. Il les revendait 40 F à 50 F à des boutiques qui, elles-mêmes, les mettaient en vente à 150 F ou même 250 F.

Dans une société où c'est la loi du fric et de l'exploitation, et où les gros capitalistes montrent l'exemple, ce n'est pas surprenant que certains individus sans scrupules surexploitent dans les pires conditions leurs propres compatriotes.

• Une nouvelle sanction contre un appelé

Denis Michard est l'un des appelés qui avaient cru pouvoir réclamer au grand jour, le 15 février dernier, le service militaire à 6 mois... comme les socialistes l'avaient promis avant d'accéder au gouvernement.

Denis Michard avait été condamné à 20 jours d'arrêt de rigueur. Alors qu'il est marié et père d'un enfant, il a appris hier sa mutation pour le 153e RI de Mutzig en Allemagne Fédérale.

Le collectif « pour la réduction du service militaire à 6 mois » considère cette mutation comme une deuxième sanction.

Est-ce là le fait d'Hernu qui avait pourtant dit vouloir faire preuve de modération dans cette affaire, ou bien de gradés qui, se sachant couverts, n'hésitent pas à forcer la dose ?

• Le déficit du budget : Quelles économies ?

Le projet de budget pour 1983 laisserait apparaître un trou de l'ordre de 200 milliards. Les ministres du Budget, des Finances se seraient alarmés et le Conseil des ministres a décidé de réduire le déficit à environ 120 milliards. Il faut faire des économies, a décidé Mitterrand, et réduire les dépenses de ministères « dépensiers ». Seulement, le gouvernement est resté très vague et n'a pas précisé de quels ministères il s'agissait.

En tout cas, nous, nous avons des idées pour faire des économies. On pourrait par exemple prendre sur les aides diverses et variées aux entreprises. On pourrait peut-être aussi diminuer fortement le budget militaire. Mais il y a peu de chances que le gouvernement fasse ces choix-là. C'est plutôt aux dépenses « sociales » qu'il risque de s'attaquer. On laisse d'ailleurs entendre que le rythme d'application de certaines réformes comme la réduction de la durée du travail pourrait être revu. Ça ne va déjà pas bien vite, alors si on ralentit encore le rythme !

DANS LES ENTREPRISES

• REGIE RENAULT-BILLANCOURT ET RUEIL

3 = 1,27 % les petites manœuvres de la Régie

Les usines Renault à Billancourt.

A la Régie Renault, la réduction du temps de travail résultant de l'application de l'ordonnance sur les 39 heures a été planifiée en deux temps : une demi-heure pour les équipes, 45 minutes pour la normale dans un premier temps au 1er février, la deuxième diminution, du même ordre, interviendra au 1er juin. La première réduction a été indemnisée à 100 %, mais à la suite d'un tour de passe-passe.

L'opération a été en effet accompagnée d'une augmentation prévue des salaires. Mais pour les travailleurs horaires ou mensualisés, bien que l'augmentation générale des salaires ait été de 3 %, la majoration sur le salaire de base n'a été en réalité que de 1,27 %. Et chacun se demande comment 3 % peuvent se transformer en 1,27 %.

C'est simple, si l'on peut dire : alors que la diminution de l'horaire légal est d'une heure, la diminution à la Régie est plus faible. De ce fait, le temps de travail payé en heures supplémentaires en février est supérieur à celui de janvier : 2 h 10 en février contre 1 h 40 en janvier pour les équipes, 1 h 35 en février contre 1 h 20 en janvier pour la normale, payé 130 %. Mais pour ne pas avoir à payer une augmentation de salaire au titre de la réduction d'horaire, la direction a appliqué sur le salaire de base la règle 39 heures payées 39 en rajoutant une **« prime différentielle compensatrice »** pour que l'ensemble de la rémunération reste identique.

Et c'est seulement après avoir fait cette opération réduction sur le salaire de base que la direction a appliqué les 3 %, ce qui se traduit donc en fin de compte par 1,27 % d'augmentation sur le précédent salaire de base. Seuls les cadres ont été réellement augmentés de 3 % car, payés au forfait, leur salaire n'est pas calculé sur une base horaire et ils ne touchent ni prime d'ancienneté, ni heures supplémentaires.

Il n'y a pas de doute, c'est bien à un tour de passe-passe, sinon de pickpocket, auquel la direction vient de se livrer sur le salaire des travailleurs de la Régie, avec un calcul dont le moins qu'on puisse dire, est qu'il manque volontairement de clarté.

Et ce n'est pas tout : au mois de juin, au moment de la seconde réduction, il faudra bien regarder son bulletin de paye, car les équipes ne feront plus alors que 1 h 40 supplémentaire, comme en janvier, et la normale, 50 minutes. Le montant dû aux heures supplémentaires sera donc réduit en juin par rapport aux quatre mois précédents.

Qu'à prévu alors la direction pour compenser cette perte nette sur le salaire ? Rehausser le salaire de base ou créer une nouvelle prime ?

Si elle augmente le salaire de base, elle aura réussi à gagner 1,73 % du salaire de base de chaque mensuel pendant quatre mois, et à l'échelle du groupe, cela fait déjà des sommes prodigieuses. Mais si elle ne rectifie pas le salaire de base, c'est beaucoup plus qu'elle volera aux travailleurs, car toutes les augmentations générales à venir seront appliquées sur un salaire de base préalablement diminué en février. Si l'on ajoute à cela le fait que la production de voitures n'a pas diminué avec le temps de travail, on peut donc dire que la réduction du temps de travail est une bonne opération pour la Régie.

Les travailleurs ont donc bien des comptes à demander à la Régie, car ces profits supplémentaires, c'est sur leur travail et sur leur salaire que la direction les a gagnés.

•« THIERRY » (BORDEAUX)

Les travailleurs refusent d'être licenciés

Thierry, usine de vêtements de 640 ouvrières et ouvriers, est menacé de liquidation.

C'est pourquoi la majorité du personnel est en grève et occupe l'usine à l'appel de la CGT.

Et jeudi dernier, toujours à l'appel de la CGT, soutenue par la municipalité, une journée « ville morte » a été organisée à Mérignac, ainsi qu'une manifestation.

Les propositions de Biderman — le P-DG de secours qui s'est proposé — ont été massivement rejetées par les ouvriers... Pourquoi ?

Parce que Biderman ne voudrait reprendre les travailleurs qu'à un salaire à peine à la hauteur du SMIC, en rognant les avantages acquis, tels que prime d'ancienneté (250 F pour 25 ans d'ancienneté) et 13e mois...

Parce que Biderman ne voudrait reprendre que 440 employés environ sur les 640... Que deviendraient les 200 camarades jetés à la rue ?

Pendant que la firme investit, paraît-il, dans une usine au Maroc (où elle espère sans doute surexploiter la main-d'œuvre locale), elle compte bien, avec l'argent octroyé généreusement par le gouvernement, ici, à Bordeaux, réduire les travailleurs à la portion congrue...

En tout cas, c'est ce que les travailleurs refusent.

Une ouvrière du textile. (ADDIA)

échos des entreprises

le 8 mars vu des entreprises

• Merci Messieurs !

Pour le 8 mars, la direction d'Air-France a fait savoir qu'elle accordait à toutes les femmes de la compagnie quatre heures... mais à prendre en fonction des nécessités du service, et en nous rappelant notre **« rôle de service public ».**

C'est vrai, quoi, il faut être raisonnable ! Si toutes les femmes d'Air-France s'en allaient pendant quatre heures, qui est-ce qui resterait pour faire le boulot ? Tous les directeurs sauf une ? Il ne faut pas exagérer, quand même !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Air-France Orly-Sud.**

• Il a le cerveau lent

Lundi 8 mars, journée de lutte des femmes, la CGT et FO appelaient le personnel à débrayer l'après-midi.

La direction du service de la compensation, dans la matinée, annonçait qu'elle autoriserait les femmes qui souhaitaient se rendre aux manifestations à prendre une demi-journée... sur leurs congés annuels !

C'est vrai que c'est son habitude de nous proposer de prendre des journées de congés : pour la rentrée scolaire, lors de grève de transports ou des enseignants...

Encore un auquel il faudra beaucoup de 8 mars pour qu'il comprenne quelque chose aux revendications des femmes.

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Crédit Lyonnais Richelieu.

• Le C.L. à peine misogyne !

A quelques semaines près, la direction a failli faire coïncider la publicaton du tableau d'avancement avec la journée des femmes. Une belle bavure d'évitée !

Parce que quand on regarde la proportion de femmes cadres au CL, les belles paroles de la direction sur la promotion féminine ont comme une allure de vaste hypocrisie.

Déjà, quand il s'agit de progrès social, le CL est au point mort. Mais quand il s'agit des femmes, c'est carrément la marche arrière.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Crédit Lyonnais La Défense.**

Hôpital - économie

• Comme à la télé

En Gériatrie, nous avons manqué de sacs poubelles.

Aussi les poubelles ont été garnies de sacs portant le nom de grands magasins de Bourges et des environs.

L'économat devrait faire ses comptes. Les sacs poubelles, cela coûte peut-être moins cher qu'une amende pour publicité clandestine !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Centre Hospitalier de Bourges.**

C'est beau le changement

• La direction autour de la table du CEE : « Esprit es-tu là ? »

Etant donné qu'il semble qu'après la prise de participation de 34 % de l'Etat à Roussel-Uclaf, les directeurs actuels resteraient en place, les syndicats ont demandé au CCE ce qui changerait en matière sociale. Réponse de la direction : **« L'état d'esprit ».**

On trouve dans **Le Petit Larousse** la définition de « esprit » : principe immatériel. Voilà donc un changement qui ne risque pas d'être palpable sur nos feuilles de paye.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Roussel-Uclaf Romainville.**

Du côté de foyers SNCF

• Des loyers qui montent... qui montent

A Rouen-Orléans, on ne savait pas qu'on habitait dans des palais !

En tout cas, vu l'augmentation copieuse dont on parle ces derniers temps... on va finir par y croire !

Tout ça, paraît-il, parce qu'on doit rénover les appartements et en particulier les salles de bain... qui en ont bien besoin.

On aura quand même du mal à nous faire croire que ça va se transformer en hôtel quatre étoiles. De toute façon, on n'a pas les moyens, on n'est pas des aristocrates...

A moins qu'ils ne veuillent nous faire payer aussi le loyer pour les petites bêtes cafardeuses qui se promènent dans certains coins ?

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **SNCF - Ateliers de Quatre-Mares.

DANS LES ENTREPRISES

Echos des entreprises

• SIF

Marseille-en-Beauvaisis (Oise)

Les ouvriers pas solidaires de leur patron

La presse, la télévision et la radio ont parlé la semaine dernière de la SIF (Société Industrielle de Filtration), cette petite entreprise de 130 personnes, de Marseille-en-Beauvaisis, qui fabrique des filtres de carter à huile, comme d'un exemple qui, selon *Le Monde*, « *démontre que des salariés bien de chez nous peuvent accepter de partager à cent trente les salaires de cent sept personnes pour éviter des licenciements, même si cet engagement est provisoire* ».

Mais si les travailleurs ont bien accepté de faire 32 heures payées 32, ce n'est pas pour apporter, comme l'a écrit l'éditorialiste du *Monde* du 4/03/82, « *un ballon d'oxygène à toute direction acculée aux mesures extrêmes* ». Car il faut savoir dans quelles conditions ils l'ont fait.

En grève au départ pour demander 4 % d'augmentation, les travailleurs de la SIF n'ont eu pour toute réponse que la décision du patron de liquider l'entreprise. Un syndic, Herbault, a été nommé et il a aussitôt annoncé 23 licenciements (les derniers embauchés, mais en fait il n'y a pas eu d'embauches depuis 5 ans, au niveau de la production).

Les travailleurs ont très mal pris la nomination de ce syndic, qui s'est d'ailleurs fait quelque peu chahuter devant la porte de l'usine.

Et depuis le 18 février, l'usine était en grève totale avec occupation.

Et c'est le lundi 1er mars au tribunal de Beauvais que, devant la menace d'évacuation par la police et la liquidation immédiate de l'usine, les travailleurs ont accepté la solution suivante : « *Non au licenciement des 23 personnes et partage du travail entre tous, c'est-à-dire 32 heures* ».

Mais, ont-ils ajouté aussitôt dans une mise au point, « *cette solution est provisoire et valable seulement une semaine en attendant de nouvelles solutions* ».

Lundi 8 mars, la discussion se prolongeait au tribunal de Beauvais et elle risque de durer encore un moment, car, en s'appuyant sur ce qui a été dit dans la presse, le syndic a eu le culot de proposer 41 % de diminution de salaire pour les improductifs (25 heures payées 25). D'après lui, sur les 23 personnes à licencier, 13 sont de cette catégorie, sur un effectif total de 59.

Les travailleurs de la SIF se demandent comment arriver, à quelques dizaines, à changer la situation en leur faveur.

Les organisations syndicales voient un espoir dans le rachat par CGE, entreprise nationalisée qui a déjà dans ses filiales plusieurs usines de filtration, telles que Soparis, Tekafit, et les travailleurs y voient une perspective...

Mais quand la délégation syndicale, accompagnée des élus locaux, est allée discuter au ministère de l'Industrie le 8 mars, elle a été reçue par un sous-fifre du ministre qui a répondu que l'étude des dossiers demanderait bien... 2 ou 3 mois et qu'il ne faudrait pas prendre la CGE, même nationalisée, pour une vache à lait !

Notons qu'après la paie de février, ça a été plutôt la colère : suite aux jours de grève où l'usine n'a pas tourné, les OS ont touché 1.800 F pour leur mois, alors que le syndic a tenu à payer intégralement tous les cadres et agents de maîtrise !

En tout cas une chose est sûre : contrairement à ce que les journaux et la télé ont affirmé, les travailleurs de la SIF n'ont pas entériné la baisse de leur salaire, et ne la voient que comme un compromis provisoire qu'ils ont été obligés d'accepter pour éviter le licenciement de leurs camarades.

Correspondant LO

Les travailleurs de la SIF viennent d'apprendre que le ministre de l'Industrie annule provisoirement tous les licenciements. Il leur reste à obtenir que cette décision provisoire soit rendue définitive.

• RENAULT-CLEON

Elle rouille pour vous !

A Renault-Cléon, on fabrique les moteurs de R 9. Mais ces derniers mois, des moteurs de R 9 ont été faits en grand nombre, tant et si bien qu'il a fallu les stocker.

Maintenant, on puise dans le stock, et on se rend compte que tous les embrayages sont rouillés. Du coup, première étape, le mardi 2 mars : on a démonté les embrayages, on les a brossés, étrillés, et on leur a passé du produit anti-rouille. Mais le mercredi 3 mars, deuxième phase : comme cela n'allait pas assez vite, le récurage a été réduit au maximum. Plus de démontage, un coup de brosse par-ci, par-là, et ça allait comme cela !

Il paraît que le nouveau slogan pour la « Macadam star » serait : « Elle rouille pour vous » !

Correpondant LO

Accidents... Accidents

Un accident grave

Le 25 février, un accident grave a eu lieu à la Mécanique. Un travailleur qui faisait des soudures sur les tuyaux de chauffage a fait une chute de plusieurs mètres, son échelle ayant glissé. Il s'en tire avec des fractures. (...)

On nous explique que c'est un travailleur d'une entreprise extérieure, que son matériel n'était peut-être pas conforme. Son patron est responsable, certainement. Mais le nôtre l'est tout autant. Quel que soit notre statut de travailleur, la sécurité doit être assurée pour tous.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Compteurs de Montrouge - Région parisienne.*

C'est loupé !

Au Moulage, on a déménagé, avec des transpalettes, des marteaux et des cordes, des presses de 4 tonnes et de plus de 2 mètres de hauteur. Autant vouloir déplacer la tour Eiffel avec deux hélicoptères !

L'accident était tellement prévisible qu'une entreprise spécialisée est venue faire ce travail, la dernière fois. Mais le responsable des « travaux neufs », qui ne risque pas grand-chose dans son bureau, a voulu se faire bien voir.

Résultat : une presse s'est renversée, nous évitant de justesse. Et si elle était tombée sur son bureau ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Motorola - Toulouse.*

Sécurité ? Direction jamais pressée

Lundi dernier, sur la chaîne Plateau, un camarade a eu un pied pris entre une tôle de protection et le bâti de la chaîne. Tout cela, parce que la direction a fait les choses à moitié ! En effet, une protection de tôle est prévue sur l'ensemble du châssis... mais seulement une partie était faite !

Aux dernières nouvelles, les travaux de protection ont été faits le week-end... Mais une fois de plus il aura fallu un accident pour que la direction agisse !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Renault-Billancourt - Département 14.

Du côté des chefs...

Un peu de cinéma ?

A l'occasion de son arrivée, le nouveau P-DG, Gomez, a convié le personnel à une séance de vidéo le présentant comme favorable au dialogue, et tout, et tout ! Enfin... on verra bien ! Mais en même temps, était affichée une note d'information qui reproduit la lettre du ministre Dreyfus au nouveau P-DG et définit sa mission : « *Rechercher d'abord l'efficacité économique* », « *compétitivité* », « *rentabilité des capitaux* ». Enfin il annonce clairement la couleur, en assurant que les critères habituels de gestion des entreprises s'appliqueront à la Thomson nationalisée. Alors, quoi de changé ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Thomson CSF - Cergy-Pontoise.*

En grève... sauf pour ceux qui payent cher !

Le chef de service de Ebis a fait grève mercredi 3 mars et il l'a bien fait savoir. Mais si ça l'embêtait que des médecins s'occupent de la consultation publique le matin, il n'a pas oublié que l'après-midi il avait quelques consultants privés à voir.

Evidemment, ces consultants-là, on ne peut pas leur dire de revenir plus tard. Mais surtout... ce n'est pas le même tarif !

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Hôpital Edouard-Herriot - Lyon.

Qu'est-ce qu'ils sont pingres !

UAP 22-22

La direction vient d'annoncer que la prime de vacances passerait de 2.300 F à 2.405 F, soit moins de 5 % de mieux qu'il y a un an. Vu que les prix des voyages ont, eux, augmenté dans d'autres proportions, à ce tarif-là, on va bientôt avoir de quoi payer le voyage aller, et à condition de ne pas partir trop loin.

Quant au retour, la direction considère sans doute qu'on n'a qu'à faire comme le dit la publicité : « *Partout où vous êtes, faites appel à l'UAP-assistance, vous serez rapatriés* ».

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* UAP - Tour Assur.

Mère Denis, à l'aide !

Mercredi dernier, gros embouteillage à la machine à laver les boîtes de vitesse : il fallait attendre deux jours ou plus.

Parce que la maîtrise leur a cherché des noises, les travailleurs OP et OPS de la machine à laver et des cuves de trichlore ont décidé d'appliquer strictement les temps et les consignes de la direction. Et évidemment, cela bouchonne. Eh bien, nous pouvons répercuter ces temps d'attente sur nos bons.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* RATP - Championnet.

Les pompes, c'est pas le pied !

Depuis le 1er janvier, la SNCF prend en compte les bleus et les chaussures à 60 %.

Si on considère que, depuis 1947, la part de la SNCF s'élevait à 40 %, il a donc fallu attendre 35 ans pour la voir augmenter sa part de 20 %.

Bref à ce rythme-là, encore deux ou trois générations, et on aura la gratuité !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCF - Dépôt Paris Sud-Ouest.

Faut-il aussi amener sa tente de camping ?

Au poste du sous-chef Nord, qui nous sert de réfectoire, le chauffe-eau n'est toujours pas remplacé...

Nous l'avons vu disparaître un beau jour, il y a de ça deux mois, pour réparation...

Depuis, plus de nouvelles. Pour se laver les mains, il faut amener tout son petit matériel : la casserole, la cuvette...

Etre obligés de faire du camping à quelques mètres du TGV, joli contraste !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *SNCF - Dijon.*

EXPOSITION

Mai 68... au musée

Jusqu'à la fin du mois de mars, la Bibliothèque Nationale à Paris consacre une salle à « l'imagination graphique » de Mai 68. Les quelques dizaines d'affiches exposées sont présentées comme **« les archives de la brève rencontre d'un peuple avec sa jeunesse ».**

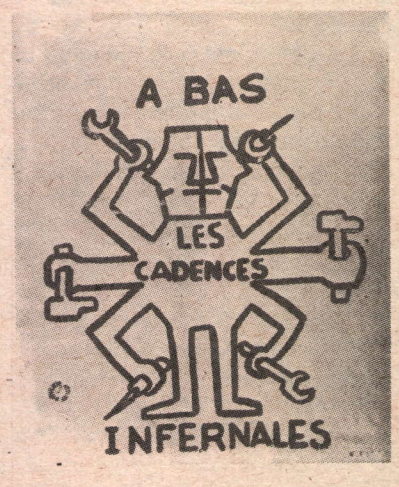
La Bibliothèque Nationale n'a présenté qu'un choix d'affiches faites par les étudiants de divers ateliers dits populaires de l'époque, celui des Beaux Arts ou autres facultés.

« Défense de ne pas afficher », avaient proclamé les étudiants de Mai 68. Et les murs, en effet, avaient pris la parole, une parole incisive, insolente, généreuse et pleine d'espoir. Et tout était raillé, de De Gaulle aux institutions bourgeoises, en passant par l'exploitation capitaliste et la société mesquine et hypocrite qu'elle engendre.

On retrouve donc à la Bibliothèque Nationale un peu de cet esprit de Mai 68, qui s'échappe des affiches les plus marquantes de l'époque. Bien sûr, cette petite exposition n'a pas la prétention de raconter les événements de Mai 68, les affiches sont exposées sans références précises à ceux-ci. Et puis elle transforme en pièces de musée des affiches qui étaient faites pour les vrais murs, et la rue. Les organisateurs de l'exposition n'en sont pas responsables, les affiches sont encore mieux là, même entre quatre murs, qu'au fin fond des archives. Et il faut aller les voir.

Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il est grand temps de faire sortir tout cela de la naphtaline, et d'espérer que les travailleurs, les jeunes, à nouveau, et le plus vite possible, remettent l'imagination au pouvoir et proclament comme ceux de Mai 68 : **« Soyons réalistes, demandons l'impossible ».**

Michelle VERDIER



TELE

Sur FR3, « Français si vous saviez »

Deuxième épisode :

« Général nous voilà »

Mardi dernier, on a pu voir sur FR3 le deuxième épisode de Français si vous saviez, **le film de Harris et Sédouy, deuxième épisode qui retrace la période de la Libération et de l'épuration.**

A travers un grand nombre de témoignages mêlés à des documents d'époque, les deux journalistes retracent ce que fut cette période. D'abord les espoirs déçus de tous ceux qui, pour des raisons très diverses d'ailleurs, attendaient autre chose de la Quatrième République que ce qu'elle a été. Témoin : de jeunes Compagnons de la Libération qui, venus attendre De Gaulle à Toulouse pour se mettre à son service, furent déconfits et pleurèrent même pour certains quand vint la réponse du général : « Mes petits amis, maintenant, vous allez rentrer chez vous. La France a un gouvernement ». **La méfiance viscérale de De Gaulle envers tous les hommes de la Résistance est ainsi bien montrée. De même, on voit bien le rôle du PCF :** « L'intérêt du peuple, l'intérêt de la classe ouvrière, c'est de produire, produire encore, malgré et contre les trusts », **s'écrie Thorez à une tribune du parti. Quant à Duclos, trente ans plus tard, il répond aux journalistes :** « Certes, il y avait dans le parti des éléments, surtout des nouveaux venus et des jeunes, qui pensaient que nous ferions la révolution socialiste. Mais nous étions contre. Pourquoi ? Parce que nous avons considéré que si nous nous étions engagés dans un combat intérieur, nous aurions rompu le front unique international contre les nazis ».

Cet épisode du film a également le mérite de battre en brèche un certain nombre d'idées reçues, notamment sur la Libération : la France n'était pas tout entière « résistante ». En effet, si en août 1944, il y eut deux millions de Parisiens pour acclamer De Gaulle, quatre mois plus tôt, en avril, ils étaient également deux millions pour accueillir Pétain aux cris de « Maréchal, nous voilà » **et, comme le dit un des interviewés, puisqu'il n'y avait pas quatre millions de Parisiens à cette époque, force est bien de penser qu'il s'agissait des mêmes...**

Le film s'attache ensuite à débattre de l'éternel problème qui divise les historiens bourgeois : le régime de Vichy n'a-t-il finalement pas épargné à la France le sort d'autres pays occupés et mis en coupe réglée ? Alors, Pétain ? De Gaulle ? Les auteurs partagent manifestement l'opinion de l'avocat de Pétain, Me Isorni, qui explique le procès de Pétain et sa condamnation en déclarant : « Pour que le général De Gaulle soit légitime, il fallait que le Maréchal soit un traître ». **Certes, mais il ne s'agissait alors pas d'un problème de personne, mais d'un problème politique. La bourgeoisie française avait mis deux fers au feu, Pétain jouait la carte de la victoire allemande, De Gaulle, celle de la victoire alliée. Alors, quand il s'avéra que Pétain avait misé sur le mauvais cheval, force était de le condamner même si, comme l'affirme M. Teitgen, ancien ministe de De Gaulle,** « on n'avait pas envie de juger Pétain, et si les Suisses l'avaient gardé, on ne l'aurait pas demandé, mais Pétain revenu en France, il devenait nécessaire de le juger ».

Mais en dépit de cette épuration au sommet — et le film a le mérite de le montrer — l'appareil d'Etat restait intact. Ainsi apprend-on que le président du tribunal qui a condamné Pétain à mort était de ceux qui avaient prêté serment au Maréchal quelques mois ou quelques années auparavant.

Autre interview fort édifiante, celle de Jérôme Martineau, ancien SS français qui sauva sa peau parce que les policiers de la DST lui proposèrent, puisqu'il connaissait bien les milieux communistes, de changer de camp et de se mettre maintenant au service de la police gaulliste. C'est que l'Etat bourgeois qui se reconstituait derrière De Gaulle avait maintenant une autre tâche : « Ce qu'il fallait, après avoir sauvé la France du nazisme, c'était maintenant la sauver du communisme ».

Alors, même si les témoignages partent parfois dans toutes les directions, Français si vous saviez **est un film riche en témoignages historiques très intéressants et qui bouleversent souvent les versions traditionnelles des événements.**

Il ne faut pas manquer la troisième partie, Je vous ai compris, **qui traite de la guerre d'Algérie, jeudi prochain 18 mars, à 20 h 30, sur FR3.**

Sophie GARGAN

Sélection télévision

Samedi 13 mars

21 h 40. A2. Le village sur la colline. Seconde partie : **Chavigny 1913-1918.** Suite du feuilleton en 4 épisodes qui retrace de manière heureuse la vie d'un petit village de Bourgogne dans la première moitié du siècle, où un gros propriétaire terrien fait encore la loi.

Dimanche 14 mars

19 h 30. TF1. Les animaux du monde. Doux géant, un film documentaire sur les baleines grises.
22 h 35. A2. Moi... je. Deuxième numéro d'un magazine de reportages d'actualités sur la vie de tous les jours. La qualité de ce qui a déjà été programmé augure bien de l'ensemble.
23 h 30. FR3. Naissance d'une nation. Film muet de Griffith (1915). Chronique d'une famille, mais aussi morceau d'histoire au moment de la guerre de Sécession des Etats-Unis.

Lundi 15 mars

20 h 30. FR3. La bataille de Naples. Un épisode de la guerre mondiale, à Naples, en 1943, au moment où Mussolini est arrêté.
20 h 35. A2. Le gorille vous salue bien. Film d'espionnage qui a lancé Lino Ventura dans le genre.
22 h 15. TF1. L'enjeu. Ce magazine, consacré à l'économie, traitera entre autres des forces et faiblesses de l'économie japonaise, du sous-développement en Egypte et de la condition de travailleurs alsaciens de part et d'autre de la frontière.

Mardi 16 mars

15 h 55. TF1. Les jumeaux. Un dossier sur les problèmes des jumeaux, leurs relations, avec, paraît-il, une séquence sur la naissance de jumelles.
20 h 35. A2. Contes modernes. Trois petits films de fiction, de qualité inégale, qui évoquent les conditions de travail, le chômage...
20 h 50. FR3. Le prisonnier de Zenda. Un film de cape et d'épée, paraît-il, bien ficelé.
23 h 05. FR3. Le chien des Baskerville. Un film d'épouvante qui donne à Sherlock Holmes, le célèbre héros de Conan Doyle, l'occasion de montrer ses talents.

Mercredi 17 mars

20 h 35. A2. L'histoire en question. Budapest 1956 : Alain Decaux fait revivre l'insurrection des travailleurs hongrois d'octobre 1956. Avec une interview de Kadar, un des massacreurs.

Jeudi 18 mars

20 h 30. FR3. Français si vous saviez. Dernière partie : **Je vous ai compris,** du film d'entretiens et de témoignages de Harris et Sedouy. C'est la fin de la IVe République, la guerre d'Algérie, le retour de De Gaulle, l'OAS. Toujours très critique vis-à-vis des politiciens qui se sont succédé à la tête du pays.

Vendredi 19 mars

20 h 30. FR3. Guy Bedos, pour de rire, pour de vrai. Une heure en compagnie du fantaisiste.
21 h 40. A2. Apostrophes. La terre natale. Thème banal. Mais tout dépend du talent des romanciers qui s'y frottent. Bernard Pivot interviewe six auteurs, dont Louis Oury et Michel Jobert.
23 h 10. A2. Ciné-club : Le pays de la terre sans arbre. Un film canadien plutôt dans la tradition du documentaire. Dépaysement et émotion assurés pour ceux qui aiment la nature, les grands espaces et les histoires de chasse.

LIVRES

Deux romans d'Ismaël Kadaré

« Le Pont aux trois arches »

1377 : l'Albanie, déchirée par les rivalités qui opposent les seigneurs qui se partagent le pays, va bientôt succomber aux armées de l'Empire Ottoman. Mais c'est aussi une période d'intense développement économique, où les constructeurs de routes vont ouvrir toute l'Europe au grand commerce avec le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient.

Le moine Gjon, narrateur de cette chronique, raconte l'affrontement entre deux puissances économiques : l'une, qui représente le passé, détient le monopole de la navigation fluviale ; l'autre, qui représente l'avenir, est celle des bâtisseurs de routes. Et l'occasion de cet affrontement, c'est la construction d'un pont par les seconds, qui privera les premiers du monopole qu'ils détiennent sur la traversée d'une rivière, l'Ouyane, que la légende dit « maudite ».

Et il s'agit bien d'un affrontement économique au sens le plus moderne du terme, où tous les coups sont permis, où l'on pratique le sabotage et le meurtre. Mais comme l'Albanie vit encore à l'ère de ces légendes que les troubadours colportent de village en village, les chevaliers d'industrie maquillent leurs mauvais coups en leur donnant les apparences de faits légendaires.

Sur ce thème, l'écrivain albanais Ismaël Kadaré a réussi à faire un roman attachant, où la réalité se mêle à la légende et emporte le lecteur, créant une ambiance dont on a bien du mal à s'arracher.

Marie-Claude SOLAC

Le pont aux trois arches d'Ismaël Kadaré. Ed. Fayard. 42 F.

« Avril brisé »

Albanie, petit pays rude et montagneux sur qui pèsent encore lourdement les traditions.

Au début du XX^e^ siècle en Albanie, dans le haut plateau du Rrafsh, les montagnards vivent encore selon des coutumes ancestrales et en particulier selon un droit coutumier, le « kanun », particulièrement sanguinaire. Quand un crime est commis, la famille de la victime est obligée de le venger en tuant l'assassin ou, à défaut, un autre membre de la famille, pour « reprendre le sang ». Après avoir « repris le sang », le nouvel assassin doit payer « l'impôt du sang » au prince, puis se cacher pour ne pas être à son tour tué par la famille de sa victime.

Au début du roman, Gjorg Berisha a « repris le sang » de Zef Kryeqyqe, quarante-quatrième victime d'une vendetta qui dure depuis soixante-dix ans, et il sait qu'il n'a plus longtemps à vivre.

Au même moment, un intellectuel qui a écrit plusieurs livres sur la vie des montagnards, sur leur « kanun », et qui admire leurs sombres coutumes, passe son voyage de noces dans le Rrafsh. Rapidement son épouse, et le lecteur avec elle, est saisie d'horreur devant ces « reprises de sang » continuelles dont profite une couche de parasites.

Un médecin, qui ne soigne aucun malade mais qui localise l'endroit exact des blessures sur les cadavres afin de déterminer le montant de « l'impôt du sang », s'attaque ainsi à l'écrivain en voyage de noces : « *Vos livres, votre art, sentent tous le crime. Au lieu de faire quelque chose pour ces malheureux montagnards, vous assistez à la mort, vous cherchez des motifs exaltants, vous recherchez ici de la beauté pour alimenter votre art. Vous ne voyez pas que c'est de la beauté qui tue* ».

Des centaines d'hommes meurent chaque année au nom du « kanun ». Et cela au début du XX^e^ siècle, en Europe, à deux pas de grandes villes telles que Tirana. On est à l'aube où deux civilisations vont se heurter, dont l'une encore complètement enfoncée dans le Moyen Age.

Avril brisé est un livre poignant. Tout est triste dans ces montagnes, aussi bien le temps que les hommes. Ismaël Kadaré nous dépayse totalement en nous mettant en contact avec un monde déroutant et pourtant si proche dans le temps.

Joëlle GERARD

Avril brisé *d'ismaël Kadaré. Ed. Fayard. 59 F.*

« Rides sur les eaux dormantes »

de Li Tiéj'en

Rides sur les eaux dormantes est le premier roman d'une trilogie historique qui a pour cadre la province chinoise du Sichuan à la fin du XIX^e^ siècle.

L'héroïne est « la belle-sœur Cai », une jeune femme originaire de la campagne, issue d'un milieu pauvre, sensible et passionnée, qui se retrouve mariée à un commerçant d'un gros bourg provincial, particulièrement gentil et inintéressant pour la jeune personne en question. Et c'est en suivant cette « Bovary » chinoise que nous découvrons d'innombrables aspects de la vie chinoise. Une importance est donnée au poids des sectes, comme celle des « Aînés et des Anciens » dont il est beaucoup question dans le livre et qui, tout en voulant préserver la vraie religion des ancêtres contre celle des étrangers chrétiens, ont joué un rôle de contestation sociale et politique.

Mais, à moins d'aimer les descriptions longues et minutieuses, les petites phrases léchées et détaillées, on a souvent une impression de lenteur fastidieuse.

Il reste que, derrière les personnages qui traversent des tas de milieux sociaux, on découvre les réalités chinoises sous de multiples aspects. Les coutumes religieuses, les hiérarchies familiales, la situation de la femme, les modes de vie et les mentalités sont évoqués par le menu.

Et c'est sûrement là que réside l'intérêt principal de ce livre.

Odette DYLAN

Rides sur les eaux dormantes **de Li Tiej'en. Ed. Gallimard. 81 F environ.**

« Un crime très ordinaire »

de Max Gallo

Le sujet — l'assassinat d'un romancier journaliste qui avait des révélations à faire sur la corruption des milieux littéraires, journalistiques et politiques — ainsi que la personnalité de l'auteur, Max Gallo, pouvaient laisser espérer autre chose que ce roman sans vie et sans âme qui laisse le lecteur indifférent.

Qui a tué le remancier Michel Farges ? ***« Crime crapuleux, passionnel, erreur sur la personne ou bien au contraire « un crime très ordinaire », semblable à l'un de ceux qui ont laissé leur trace rouge dans cette France « officielle » des années 1970-1980 ? »****, peut-on lire sur la jaquette du roman. C'est cette dernière hypothèse que semble émettre la jeune femme écrivain qui eut une liaison avec Farges et qui essaye de découvrir la vérité. Les quelques allusions aux « affaires » du précédent septennat, de Goldmann à Fontanet, ne font pas pour autant de ce roman une peinture convaincante des mœurs de notre époque. Des mœurs de certains milieux, s'entend. C'est pourtant ce que visait Max Gallo, qui se réfère à plusieurs reprises aux* ***Illusions perdues.*** *Mais n'est pas Balzac qui veut...*

Pierre CHAMBEY

Un crime très ordinaire **de Max Gallo. Ed. Grasset. 69 F.**

THEATRE

A VILLEURBANNE « L'homme qui rit »

de Victor Hugo
dit par Gérard Guillaumat

Une nuit de janvier 1690, Ursus, un bateleur solitaire, recueille un garçon et une petite fille aveugle, Déa.

Fils d'un noble proscrit à cause de sa fidélité républicaine, l'enfant a été défiguré par ordre du roi. La bouche fendue jusqu'aux oreilles, c'est un phénomène de foire. C'est « l'homme qui rit ». Les deux enfants grandissent en s'aimant. Ils parcourent l'Angleterre avec leur père adoptif.

Reconnu comme fils de noble, l'homme qui rit devient lord, se retrouve dans la Chambre des pairs où il tente de dire la misère du peuple et la révolution à venir. On rit de lui. Découragé, il revient vers Ursus et Déa, à temps pour rejoindre celle-ci dans la mort.

Voilà l'histoire. Les quelque 600 pages du roman de Hugo ont été réduites à une quarantaine par l'adaptateur François Bourgeat. Le spectacle, c'est l'acteur Gérard Guillaumat, seul, debout devant un grand livre dont il tourne lentement les pages.

Pendant une heure vingt, on retrouve le souffle de Hugo, romantique, mélo, sarcastique.

C'est un bon spectacle.

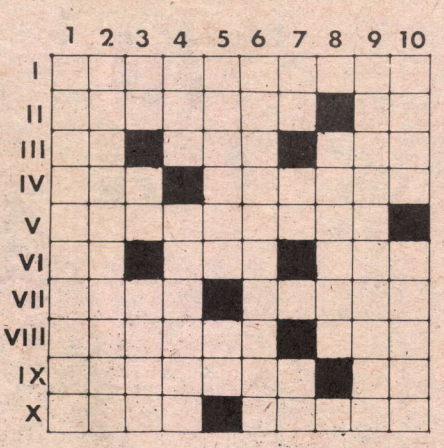
C'est un spectacle du TNP, présenté du 9 au 13 mars à Villeurbanne, Salle Gérard-Philippe (46, cours de la République).

Michel Boy présentera un spectacle Prévert le 15 mars, au Musée d'Art Moderne, 11, avenue du Président-Wilson (métro Alma-Marceau ou léna) à 20 h 30 : entrée : 15 F.

Au programme de la soirée : ***La crosse en l'air, Le dîner de têtes,*** et quelques autres textes.

Mots croisés

HORIZONTALEMENT. — I. Celui qui s'y adonne est souvent dans les nuages. II. Défauts de sensibilité. N'a pas d'effets. III. Dans un homme. Oncle d'Amérique. Plus tout jeune. IV. Vieux bâtiment. Ouvrières piqueuses. V. Confident qui garde le secret. VI. Fleuve côtier. Ris mélangé. Général. VII. Ils sont de tout repos. Parfois lumineuses. VIII. Vous donnera des soucis. Interjection pour exciter. IX. Fin de partie. Ecorces. Note. X. Villa célèbre. Sculpteur polonais.



VERTICALEMENT. — 1. Attaque les palais. 2. Liquidités. 3. Au bout du couloir. Note. A toi. 4. Tête de rescapé. Se rend. 5. Monnaies d'échange. Mot d'enfant. 6. Faux singes. 7. Se ronge. Préposition. Stère, pour aller vite. 8. Ils bourdonnent pour un rien. 9. Ils sont parfois de bon conseil. 10. Blousées. Pendoirs.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	S	U	R	G	E	N	C	E
II	E	N	T	R	E	L	O	U	E	R
III	C	A	R	A	B	I	N	I	E	R
IV	A	■	A	N	E	S	■	T	■	A
V	C	U	M	U	L	S	■	A	I	N
VI	H	■	O	S	L	O	■	M	O	T
VII	E	P	I	■	I	I	■	M	U	E
VIII	T	A	N	■	O	R	N	E	R	■
IX	E	R	E	■	N	E	A	N	T	S
X	R	A	S	E	S	■	O	T	E	S

FILMS

"Il était une fois des gens heureux, les Plouffe"

de Gilles Carle

Les Plouffe, ce sont les membres d'une famille de la Basse-Ville de Québec. Leur histoire, écrite en 1948 par le romancier Roger Lemelin, a déjà inspiré l'un des feuilletons les plus populaires du Canada français, dans les années 1950-1960. C'est cette histoire que Gilles Carle vient de porter au cinéma.

Le film est donc l'histoire de cette famille modeste, entre 1938 et 1945, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale à laquelle le Canada participa dès 1939, en tant que membre du Commonwealth.

Gilles Carle montre les membres de cette famille, avec leurs qualités et leurs défauts, et cela au travers de leur vie quotidienne, leurs aspirations et leurs aventures. Tous ces personnages sont colorés et très bien joués. Par exemple le fils aîné, Ovide, qui hésite entre le séminaire et l'amour, ou encore la mère Plouffe, à la fois tendre, sévère et emportée. Et les autres personnages sont à l'avenant. On rit souvent, et on est toujours ému.

Carle a voulu décrire *« l'histoire des petites gens trahis par tous les pouvoirs, et surtout ceux de l'Eglise et de l'Etat ».* Et cela, il le fait vivre au spectateur. En même temps, il montre la force des institutions, des traditions et de la religion. On voit l'Eglise peser de tout son poids pour pousser les gens à s'engager dans cette sale guerre que vient de déclarer l'Angleterre, et pour laquelle il va falloir tuer et se faire tuer (malgré cela, il y eut beaucoup de déserteurs). On voit aussi poindre quelques réactions contre l'Eglise, contre l'Angleterre, pour l'indépendance.

Dans ce film, tout sonne très juste, tout touche. Et cette famille québecoise qu'on a appris à aimer nous semble toute proche.

Une seule critique cependant : le film dure 2 h 45 et quelquefois, il se déroule un peu trop lentement. Mais, en fin de compte, on ne regrette pas de passer un peu plus de temps avec ces personnages...

Marielle LEMONNIER

« Absence of malice » De Sydney Pollack avec Paul Newman et Sally Field

Diaz, dirigeant syndicaliste, disparaît. Rosen, chef de l'anti-gang, soupçonne la mafia mais, après des mois d'enquête, il est toujours bredouille. Pas la moindre preuve à se mettre sous la dent. Il pense pouvoir sortir de l'impasse en laissant entendre que Callagher (Paul Newman), fils d'un truand, serait impliqué. Comment donner le plus de publicité possible à cette nouvelle, en la glissant adroitement aux oreilles de Megan Cartel (Sally Field), jeune journaliste qui veut percer.

Vérité, mensonge ? Là n'est pas vraiment le problème pour Megan. Pour elle, à partir du moment où le FBI ouvre une enquête sur un homme, il faut tenir le grand public au courant.

Au centre du film de Pollack, il y a donc le monde de la presse. Voilà ce qu'en dit Pollack à une interview donnée à *Télérama :* « *Je ne condamne pas la presse, je me demande simplement qui sont ces gens qui peuvent prendre d'aussi graves décisions et au nom de quoi. Même en faisant correctement son travail, on peut involontairement détruire des vies humaines* ». Et des vies humaines seront détruites dans le film.

Callagher se retrouve seul contre le FBI, et contre la presse. Il saura jouer le FBI contre le procureur et se servir en fin de compte de cette presse qui l'a tant dénigré et qui est cause de la mort de sa meilleure amie.

Si le film montre les méthodes peu scrupuleuses du FBI, dont le chef n'est pas très futé, et les mœurs politiques de certaines personnalités tel le procureur qui n'a pas, lui non plus, inventé le fil à couper le beurre, il montre aussi comment un bon procureur général vient mettre fin à toutes ces magouilles : la morale est sauve ! Et la justice américaine aussi.

Un film humaniste, pas trop virulent, avec quelques invraisemblances et naïvetés, mais attachant... surtout à cause du jeu des acteurs.

Marie-Claude SOLAC

« Josepha » de Christopher Frank

Deux époux, Josepha (Miou-Miou) et Michel (Claude Brasseur) sont tous deux comédiens. Entre eux, ça ne va plus et ils finissent par se séparer, ce qui prend évidemment un certain temps et une bonne partie du film. Lui se retrouve seul, Josepha a un amant avec qui elle va vivre. Sans oublier de revenir à temps pour aider Michel à jouer son premier grand rôle au théâtre — à 40 ans, une occasion à ne pas manquer. Ayant tiré Michel du faux pas d'une « générale » ratée, Josepha retourne à son amant. Seul lien entre Josepha et Michel : leur chien, qui finit par mourir. Sur quoi le film s'achève.

Le sujet éternel du cinéma français actuel — le mal de vivre ensemble au bout d'un certain temps — appliqué au monde du spectacle après l'avoir été aux petits bourgeois, aux intellectuels, aux cadres...

Ça ne rend pas le sujet plus nouveau, ni plus passionnant. On peut éviter sans remords.

J.J.F.

« Pablo Picasso »

de Frédéric Rossif

Picasso est né en Espagne. Il aimait les corridas, les farces et il a peint « Guernica » pour manifester son horreur devant les atrocités commises lors de la guerre civile espagnole par les troupes franquistes, dans le petit village basque de Guernica. Par la suite, il a aussi dénoncé dans une de ses toiles les massacres causés par les Américains en Corée. Voilà à peu près tout ce que le film rappelle sur la vie du célèbre peintre.

De plus, le metteur en scène a cru bon de présenter des extraits de bandes d'actualités sans grand intérêt, en entremêlant les époques, et sans jamais montrer le lien entre les événements et la peinture de Picasso. Pas une seule explication non plus sur les courants artistiques et la peinture de son temps.

Quant à la peinture de Picasso, on n'en a même pas une idée complète. Les œuvres montrées font surtout partie de celles qu'il a peintes à la fin de sa vie, alors que ses œuvres antérieures sont un peu oubliées.

Quant à ceux qui voudraient connaître Picasso, il n'y apprendront pas grand-chose, que ce soit sur sa vie, son itinéraire politique, mais même sur ses conceptions artistiques ou son œuvre.

Bref, un film assez décevant.

Joëlle GERARD

Sélection

Films récents...

LE BATEAU.
de W. Petersen.

La vie à bord d'un sous-marin allemand durant la Seconde Guerre mondiale. Les angoisses, les peurs et l'écœurement de l'équipage.

Rex 2e. UGC Opéra 2e. Bretagne 6e. Danton 6e (v.o.). Biarritz 6e. Caméo 9e. UGC Gare de Lyon 12e. Mistral 14e. Magic 15e. Paramount Montmartre 18e. Secrétan 19e.

GEORGIA.
d'Arthur Penn.

La vie de quatre adolescents dans l'Amérique du début des années 1960. Il y a loin de leurs rêves à la réalité.

Odéon 6e (v.o.). Rotonde 6e (v.o.). UGC Champs-Elysées 8e (v.o.). Caméo 9e. 14 Juillet 11e (v.o.). Bienvenue 15e. 14 Juillet 15e (v.o.).

FONTAMARA.
de Carlo Lizzani.

D'après le livre d'Ignazio Silone, l'histoire de paysans pauvres en lutte pour leurs droits dans l'Italie fasciste.

Studio Cujas 5e (v.o.) (tous les jours à 14 h 15 seulement).

COUP DE TORCHON.
de Tavernier.

Dans un village d'Afrique colonisée, le chef de la police se prend pour un dieu... un peu particulier.

Paramount Marivaux 2e. Elysées Point Show 8e. St-Ambroise 11e. Paramount Montparnasse 14e.

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

Une fiction sur le passé de l'homme qui donne envie d'en savoir plus sur la prodigieuse préhistoire de l'humanité.

Impérial 2e. Danton 6e. Gaumont Ambassade 8e. Athéna 12e. Montparnasse Pathé 14e. Kinopanorama 15e.

RAGTIME.
de Milos Forman.

La société américaine et ses travers au début du siècle.

Cluny Palace 5e (vo). Hautefeuille 6e (v.o.). Pagode 7e (v.o.). Gaumont Champs-Elysées 8e (v.o.). Sept-Parnassiens 14e (v.o.).

MEPHISTO.
d'Istvan Szabo.

L'ascension d'un comédien arriviste dans l'Allemagne nazie.

L'Epée de bois 5e (v.o.). St-Ambroise 11e (v.o.).

QUI CHANTE LA-BAS ?
de Slobodan.

Un film tendre, ironique, émouvant et tragique, en Yougoslavie, à la veille de l'invasion allemande.

Saint-André-des-Arts 6e (vo).

LES UNS ET LES AUTRES.
de C. Lelouch.

Une tranche d'histoire — de 1937 à nos jours — vue avec les yeux de musiciens de différentes nationalités.

Publicis Matignon 8e.

...et moins récents

LITTLE BIG MAN.
d'Arthur Penn.

Un Blanc parmi les Indiens.

Noctambules 5e (v.o.). Montparnos 14e (v.o.).

M. LE MAUDIT.
de Fritz Lang.

La pègre pourchasse l'homme qui sème la terreur en assassinant des petites filles. Une fois arrêté, les truands lui font son procès.

St-André-des-Arts 6e (v.o.). 14 Juillet 11e (v.o.). Olympic-Entrepôt 14e (v.o.).

REMPARTS D'ARGILE
de Jean-Louis Bertucelli.

La révolte d'une jeune Algérienne dans un village aux confins du Sahara.

Saint-Séverin 5e.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de D. Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.

La Banque à Images 5e (vo). Daumesnil 12e (v.o.).

LE LAUREAT.
de M. Nichols.

Une comédie dans laquelle Dustin Hoffman interprète un étudiant en rupture avec la bonne société.

Saint-Germain Village 5e (v.o.).

LE SHERIF EST EN PRISON.
de M. Brooks.

Les aventures loufoques d'un jeune Noir devenu shérif.

Elysées Point Show 8e (v.o.).

LE BAL DES VAMPIRES.
de R. Polanski.

Une comédie qui transforme l'épouvante en rire.

Elysées Point Show 8e.

« Le Bourgeois gentilhomme »

de Roger Coggio

Après avoir tourné « les Fourberies de Scapin » avec le patronage de la FEN et du SNI-PEGC, Roger Coggio a renouvelé l'expérience avec « Le Bourgeois gentilhomme » de Molière. Un film promu également par les ministères de la Culture et du Temps libre. Roger Coggio, bénéficiant de moyens importants, n'a pas lésiné sur les décors et les costumes. Il a choisi des acteurs chevronnés comme par exemple Michel Galabru dans le rôle de Monsieur Jourdain. Malgré tout cela, on est déçu par ce « Bourgeois gentilhomme ». Le comique ne passe pas et l'on reste assez indifférent devant les extravagances de ce bourgeois.

On retrouve la même volonté que dans les « Fourberies de Scapin » d'insérer la pièce dans la vie de l'époque, de montrer le « petit peuple ». Mais ce qui était plutôt une réussite dans le premier film ne passe pas dans celui-là. Peut-être parce que la pièce, qui se situe presque exclusivement dans la maison de M. Jourdain, ne s'y prêtait pas.

Pierre CHAMBEY

DANS LA CRISE, C'EST EN MENANT DES LUTTES POLITIQUES QUE LA CLASSE OUVRIÈRE TROUVERA DES ALLIÉS

Bien qu'aujourd'hui l'émotion provoquée par l'intervention d'un commando contre des grévistes à Isigny, puis celle suscitée quelque temps après, par l'intervention d'un groupe de paysans contre d'autres grévistes, cette fois à Brioude, soient quelque peu retombées, ces incidents, même s'ils sont restés pour l'instant localisés, n'en constituent pas moins des indices que l'on aurait tort de négliger. Et ce qui rend pour nous inquiétants les incidents de Brioude, c'est que, même s'il y avait des hommes politiques de droite derrière cette affaire (la coopérative dépend d'un ensemble dirigé par Debatisse, ancien président de la FNSEA et ancien secrétaire d'Etat de Giscard), par contre, les paysans, eux, n'étaient ni des politiciens, ni des membres appointés d'un commando ; c'étaient des gens pensant agir dans leur bon droit et qui, visiblement, n'avaient pas désapprouvé le coup de force d'Isigny.

Alors il s'agit peut-être là d'indices de situations qui attendent les ouvriers dans leurs luttes à venir. Ce sont peut-être des symptômes qui posent le problème du type de lutte que doit mener la classe ouvrière aujourd'hui ; comme ils posent aussi la question des rapports entre la classe ouvrière et les autres classes sociales en période de crise.

La politique du gouvernement de gauche, c'est vrai, est fondamentalement la même que celle du gouvernement précédent, même si le langage a changé, même si, çà et là, des réformes en modifient des aspects mineurs. Mitterrand et Mauroy gèrent la crise, en essayant de sauvegarder les intérêts des grands capitalistes. Comme cette crise dure et qu'elle va plutôt en s'aggravant, cette politique comporte des mesures d'austérité pour les classes populaires. Pour la classe ouvrière qui est d'ailleurs la plus durement touchée. Mais aussi pour les petits commerçants, les artisans, les petits agriculteurs. Et cela engendre un mécontentement.

Depuis l'été dernier, les manifestations de colère des paysans, par exemple, n'ont pas manqué : dans le Midi viticole, en Alsace, en Bretagne... Bien sûr, là encore, il n'y a rien de très différent sur le fond des manifestations de colère paysannes qui se déroulaient avant que la gauche n'arrive au gouvernement. Mais ce qui peut changer c'est le fait que c'est un gouvernement de gauche qui s'est chargé d'assurer la gestion de la crise et que cela suffit à créer une situation politique nouvelle. A tort sans doute, les paysans, les commerçants, les artisans identifient le gouvernement de gauche avec le mouvement ouvrier et la classe ouvrière ; et en cristallisant contre lui le mécontentement, le gouvernement de gauche désigne la classe ouvrière comme bouc-émissaire possible aux autres classes populaires, elles aussi frappées par la crise — ou même simplement craignant de l'être.

De ce point de vue, la démagogie même du gouvernement à l'égard de la classe ouvrière peut jouer contre celle-ci.

Quand on y regarde d'un peu près — et les salariés sont bien placés pour cela —, le gouvernement n'a accordé vraiment ni les 39 heures, ni la retraite à 60 ans. Les conditions dont ces mesures ont été assorties sont telles que, au mieux, les salariés n'y gagnent pas grand-chose, au pire, ils y perdent plus qu'ils y gagnent, le patronat ayant obtenu des contreparties essentielles.

Mais il suffit que le gouvernement ait donné l'impression de les avoir accordées pour sembler, aux yeux de la petite bourgeoisie, être résolument aux côtés des salariés. Si chez ces derniers l'opération démagogique a fait long feu, il n'en est pas de même chez les paysans et les petits commerçants qui, eux, parce qu'ils travaillent de 60 à 70 heures par semaine, considèrent les salariés, avec leurs 39 heures, leurs allocations de chômage, comme des privilégiés. L'idée que, si les caisses de l'Etat se vident c'est pour faire des cadeaux aux salariés, peut faire son chemin.

Les conditions d'application de l'ordonnance sur les 39 heures ont été le premier mouvement qui a touché de larges fractions de la classe ouvrière depuis le 10 mai ; ces mouvements ont été assumés par les organisations syndicales qui y ont vu un moyen de redorer leur blason, de se montrer combatives sans pour autant se désolidariser sur le fond de la politique du gouvernement. Ces luttes sont restées des escarmouches menées en ordre dispersé, usine par usine, et si, dans nombre de cas, les travailleurs ont obtenu partiellement satisfaction, la classe ouvrière n'en est pas sortie grandie aux yeux de la population. Certains ont pu penser que la classe ouvrière se battait là pour un privilège.

Dans les mois qui viennent la classe ouvrière aura à affronter des attaques insidieuses ou brutales de la part du patronat et du gouvernement contre son niveau de vie. Cela peut même venir très vite, comme le montrent les mesures que vient de prendre le gouvernement belge : allocations familiales, Sécurité sociale, impôts, salaires, indemnisation des chômeurs.

Et il est certain que dans ces circonstances, la classe ouvrière ne devra pas se contenter de luttes catégorielles défensives, timorées et respectueuses de l'Etat et du gouvernement. Car elle courra alors le risque de s'isoler des autres couches sociales qui risquent, elles aussi, de faire les frais de la crise.

Pour que la classe ouvrière ne laisse pas de prise aux démagogues de droite et d'extrême-droite, il faudra qu'elle aille de l'avant, qu'elle se fasse respecter et qu'elle décourage les nervis, les policiers et les candidats à former des commandos de toute sorte qui voudraient physiquement briser ses luttes, chasser les grévistes quand ils occupent. Mais il faudra aussi qu'elle ne craigne pas de désigner les vrais responsables de la crise, c'est-à-dire les grands capitalistes qui, quelle que soit l'étiquette — de gauche ou de droite — du gouvernement en place, ont l'Etat tout entier à leur service. L'Etat de la bourgeoisie avec son armée, sa police, ses administrateurs, ses hauts fonctionnaires, et que les partis de gauche quand ils sont au pouvoir respectent et servent.

C'est à ces conditions qu'ils peuvent entraîner dans leur camp toutes les couches populaires mécontentes parce que le fait que toute la société soit soumise aux intérêts des grands capitalistes les lèse aussi. Et c'est capital, car sinon ce sont ces mêmes alliés potentiels qui risquent de devenir des ennemis de fait parce qu'ils serviront de base populaire à la droite.

Ce n'est pas le chemin que prennent les organisations ouvrières majoritaires dans la classe ouvrière et qui sont solidaires du gouvernement. Eh bien, il faudra que la classe ouvrière sache quand même trouver ce chemin-là sans elles.

Jean-Jacques FRANQUIER

AFFAIRE LUCET :

La droite attaque, le gouvernement biaise

René Lucet, l'ancien secrétaire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône, est mort et enterré. Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité, l'avait relevé de ses fonctions, en lui promettant un autre poste d'ailleurs. Il a fait un peu d'esbrouffe, puis il s'est suicidé.

Et toute la droite a saisi cette occasion pour faire une victime de cet homme de droite, qui se vantait d'avoir mis au pas les syndicalistes de la Caisse, et en particulier ceux de la CGT, de cet anticommuniste qui avait mis des bâtons dans les roues à tous les centres mutualistes de son département, sous prétexte qu'ils étaient contrôlés par le Parti Communiste : la victime du « *pouvoir socialiste* » qui « *l'a assassiné* » (selon le *Quotidien de Paris*), celle des syndicats qui « *ont eu sa peau* » (selon *Le Figaro*), celle d'une « *guerre civile larvée* » (selon Charles Pasqua, dirigeant du RPR)...

Cette affaire est ainsi devenue un épisode de la campagne que mène cette droite pour faire croire que le gouvernement de gauche, allié aux syndicats, se livrerait à une « chasse aux sorcières », en procédant à l'élimination des hauts fonctionnaires qui lui déplairaient pour des raisons politiques.

Et pourtant, il est pour le moins exagéré de parler de chasse aux sorcières de la part du gouvernement ! Il y en a vraiment eu très très peu de fonctionnaires déplacés ! En tout cas, certainement moins que sous les gouvernements de droite. Et si Nicole Questiaux s'est attaquée à celui-ci, c'est qu'elle devait bien avoir un solide dossier. Un dossier dont on nous a fait connaître quelques éléments... par exemple, le fait d'avoir fait embaucher par la Caisse des chauffeurs, vite passés secrétaires, gonfler les notes de frais, etc.

Cela n'empêche pas la droite de crier à la dictature : il a suffi qu'on touche à un seul des siens, pour qu'elle se saisisse de l'occasion et qu'elle fasse grand tapage, comme si le gouvernement avait réellement pris des mesures contre tous les fonctionnaires du même acabit que René Lucet ! Car face à un gouvernement qui ne veut toucher à rien ni à personne, ou si peu, qui ne prend que quelques « mesures individuelles » concernant les cas par trop patents, il y a une droite qui, elle, est bien décidée à profiter de toutes les situations et à ne faire aucun cadeau.

Si tous ceux qui sont mutés devaient se suicider, la courbe des suicides monterait en flèche ! Si René Lucet s'est suicidé, c'est bien que cet homme si fort, n'était fort que tant qu'il se trouvait du côté du manche. Il a suffi qu'on le conteste, qu'on lui discute ses pouvoirs, pour qu'il craque.

Et c'est le cas de bien d'autres Lucet, qui sont capables de mettre tout le monde au pas quand ils sont du côté du pouvoir, mais qui ne résistent pas quand on les contrarie.

Et si cela peut montrer quelque chose, c'est qu'il y a bien des Lucet qu'une classe ouvrière décidée, que des syndicats décidés, qu'un gouvernement décidé, au service des travailleurs, pourraient mettre au pas, en leur faisant sentir de quel côté est le manche, de quel côté est la force.

Guy FICHET

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450